

De l'Organisation de la Magistrature pénale

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Avril 1933, à 15 h. 30

PAR

Jean DIDION

Avocat à la Cour

Attaché au Parquet général

Membres du Jury :

Président..... MM. HENRY, professeur.

Suffragants.... LESCOT, professeur.

GEGOUT, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ORGANISATION
DE LA
MAGISTRATURE PÉNALE

De l'Organisation de la Magistrature pénale

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Avril 1933, à 15 h. 30

PAR

Jean DIDION

Avocat à la Cour

Attaché au Parquet général

Membres du Jury :

Président.....	MM. HENRY, professeur.
Suffragants }	LESCOT, professeur.
	GEGOUT, chargé de cours.



NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ‡, O I).

Doyens honoraires : MM. GENY (O *, O I), MICHON (*, O, I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, O I).

CARRÉ DE MALBERG (*, O I).

ROLLAND (O I).

MOREL (O I).

GÉNY (O *, O I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (O I), docteur en droit

MM. GÉNY (O *, O I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, O I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, O I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ‡, O I), professeur de Droit romain.

HENRY (O I), professeur de Droit criminel.

RENARD (O I), professeur de Droit public.

LAVERGNE (O I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KROELL (O I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (O I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (O I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (O I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (‡, O, A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (‡), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON, Agrégé, chargé de cours de Sciences économiques.

GÉGOUT, docteur en Droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en Droit, chargé de cours.

BERTRAND (O I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Limites du sujet

La question de l'organisation de la magistrature pénale présente, depuis la guerre, un intérêt sans cesse accru. Les causes se découvrent aisément : l'encombrement des rôles, toute une série de lois nouvelles, (loyers, lois à tendance sociale, etc.), créant une catégorie de délits spéciaux, ont ralenti la marche de la justice.

Le désir de réaliser des économies, d'autre part, d'autant plus nécessaire que les budgets sont difficiles à équilibrer, la dépréciation de la monnaie, le coût de la vie sans cesse grandissant, ont attiré à plusieurs reprises l'attention des législateurs sur l'organisation judiciaire en général. De vieux problèmes, que l'on croyait définitivement tranchés, ont pris un regain d'actualité.

C'est ainsi que l'organisation de la magistrature pénale est venue se placer au premier rang des grands problèmes de l'heure, les services judiciaires constituant un rouage essentiel de l'administration nationale. La question se présente d'ailleurs, aussi bien pour les juridictions civiles que pour les juridictions répressives, l'organisation judiciaire reposant sur l'unité des tribunaux civils et criminels. Cependant, le problème peut être posé, soit sous l'angle civil, soit sous l'angle répressif. C'est à l'examen de ce dernier point de vue, que nous limiterons notre sujet.

Cette étude de l'organisation de la magistrature pénale est très complexe; elle soulève une foule de problèmes et se trouve intimement liée à la grande réforme du juge unique et de la spécialisation du juge répressif. Nous aurons à envisager, sans toutefois que cet aperçu soit le fond même de notre sujet, les divers systèmes qui ont été proposés, soit en faveur du maintien de la collégialité, soit en faveur de l'adoption du juge unique.

Nous plaçant au point de vue des seules exigences de la justice, nous négligerons les contingences d'ordre politique ou économique, pour résoudre ce délicat problème.

Après un bref préambule, qui nous permettra de mettre en présence les courants d'idée qui se sont

manifestés au cours de l'histoire, nous aurons, en premier lieu, à exposer, dans leurs grandes lignes, les principes qui dominent l'organisation judiciaire, envisagée dans le domaine national d'abord, extranational ensuite.

Nous aurons, en second lieu, à effectuer la critique de ces différents systèmes. C'est ainsi que nous devons nous demander sur quelles bases il convient de situer le problème. Qui doit siéger en matière répressive ? Juge unique ou collège de juges ?

Une fois nous être prononcé sur ce point, nous examinerons s'il existe des raisons qui militent en faveur du juge pénal spécialisé.

Notre conclusion, enfin, tendra à démontrer que des transformations radicales ne sont pas souhaitables, les magistrats et l'opinion, d'une part, étant fidèlement attachés à l'idée traditionnelle de collégialité ; une spécialisation *totale*, d'autre part, n'étant pas susceptible de rentrer dans le cadre de nos institutions.

Historique

I. — A Athènes

Dans l'Athènes antique, la notion de spécialisation existe en matière répressive. A côté des tribunaux, qui ont une compétence générale criminelle, les lois ont institué des magistrats spéciaux, chargés de réprimer certains crimes ou délits.

Parallèlement au tribunal des Ephètes ou des Héliastes, qui réprime toutes les infractions de droit commun, nous voyons que certains Héliastes ont compétence pour les violations des mystères sacrés. Nous rencontrons aussi des magistrats spéciaux : le stratège, qui juge les affaires militaires ; le trésorier

Pour la bibliographie :

MOMMSEN. — *Manuel de l'Antiquité romaine.*

ESMEIN — *Histoire de la Procédure criminelle en France.*

GLASSON. — *Histoire du Droit et des Institutions de la France.*

HUBERT VALLEROUX. — *Les Corporations d'arts et métiers.*

ESMEIN. — *L'Echevinage.* Sirey, 1886, I. 257.

HUGUES BERNE. — *De la Spécialisation des Tribunaux.*

BRISAUD. — *Manuel d'Histoire du Droit français.*

des revenus publics, qui réprime les délits relatifs aux deniers publics.

Alors que les magistrats, qui ont des attributions générales, sont appelés à leurs fonctions par la voie du sort dans les assemblées du peuple, les juges spécialisés semblent devoir leur nomination à l'élection.

L'idée de spécialisation se trouve donc déjà dans la législation athénienne. Néanmoins, c'est une formation de magistrature collégiale qui l'emporte.

II. — A Rome

A Rome, la juridiction pénale comprend primitivement un tribunal répressif à compétence générale : les comices par centuries (ce sont les *duoviri* ou *quæstores*, qui instruisent le procès). Plus tard, seulement, apparaissent des magistrats à compétence limitée pour chaque catégorie de crimes ou délits.

Les *quæstiones perpetuæ*, tribunaux de magistrats spécialisés, ont leur origine dans l'institution des audiences que tient le préteur pérégrin. Celui-ci préside une assemblée de jurés, qui furent d'abord des sénateurs, puis des chevaliers et enfin les *tribuni ærarii*. Les jurés se consultent et le magistrat prononce la sentence.

Lorsque le préteur fut le véritable juge de droit commun, certains autres magistrats, tels que les censeurs et les édiles, eurent des attributions nettement

délimitées. Les *recuperatores* furent également des magistrats spécialisés dans les questions de nationalité. Les militaires furent, à toute époque, jugés par leurs chefs hiérarchiques.

On peut citer encore, tout au moins aux premiers temps de Rome, au moment où la morale et l'idée de famille étaient très rigoureuses, le tribunal du père de famille.

Seul, en effet, ou avec l'assistance de parents de ligne masculine, le *pater familias* exerce la *patria potestas* sur sa descendance, qu'il a le droit de juger et à qui il peut infliger des peines, comme le ferait un tribunal ordinaire. Le droit de vie ou de mort qu'il eut à l'origine sur ses enfants, s'atténua sous l'Empire, mais il n'en reste pas moins vrai que le *pater familias* romain fait figure de véritable juge spécialisé.

Le propriétaire foncier fut également le juge de ses esclaves. Primitivement, il n'avait juridiction que sur les gens de son domaine, mais bientôt les petits propriétaires vinrent se ranger sous son *patrocinium* et la coutume reconnut au *potens* des pouvoirs juridictionnels qui s'étendirent sur de vastes territoires.

Ainsi, à Rome, à côté des tribunaux de droit commun, il a existé un grand nombre de magistrats spécialisés et à compétence restreinte, dont le *pater familias* et le *potens* sont d'intéressants exemples.

III. — Dans l'ancien Droit

Chez les Francs, nous ne trouvons aucune trace de magistrature spécialisée. Il faut en chercher la raison dans cette idée que les hommes libres ne peuvent être jugés que par leurs égaux, et que les parties en cause doivent être égales entre elles. Cette notion, qui ne peut avoir sa place que chez un peuple primitif, se transforma bientôt au contact de la civilisation.

Les procès devenant plus délicats, il fallut avoir recours à des hommes compétents. C'est ainsi que les rachimbourgs, puis les scabini, distribuèrent la justice sous la présidence du roi ou du comte. « Mais bientôt l'idée de spécialisation pénétra, inconsciemment, à coup sûr, dans la constitution de ces tribunaux, composés de gens connaissant la loi et remplissant le rôle de véritables juges. »

Néanmoins, c'est, en réalité, la juridiction ecclésiastique qui introduisit dans l'ancienne France, la spécialisation de la justice. L'Eglise, en effet, attira à elle tous les litiges dans lesquels figuraient des clercs. Par leur seule qualité, ces derniers ressortissaient de la compétence de l'officialité, même s'il s'agissait d'une affaire nettement profane. L'idée religieuse, disaient-ils, ne pouvait être étrangère à aucun de leurs actes.

C'est ainsi que les juges épiscopaux constituèrent

une juridiction spéciale, soit qu'il s'agisse de procès dans lesquels des clercs fussent en cause, soit à l'occasion d'actes de la vie civile empreints d'un certain cachet ecclésiastique.

Cette juridiction eut grand succès dans l'ancienne France, d'abord chez les clercs, qui, traduits devant leurs pairs, avaient la garantie d'être jugés, sinon avec bienveillance, du moins avec impartialité; chez les laïcs, ensuite, pour qui c'était l'assurance de trouver chez les juges d'Eglise, des magistrats compétents et doctes, certainement plus instruits que les juges des justices seigneuriales.

Celles-ci comprenaient les justices « hautes et basses ». Au point de vue pénal, les cas graves étaient réservés à la haute justice.

Chaque vassal devait être jugé par ses pairs.

Le justicier pouvait présider lui-même la cour féodale ou la faire présider par son prévôt, mais c'étaient les vassaux assemblés qui rendaient le jugement. C'est là, le vrai principe du jugement par les pairs et il est attesté par des textes nombreux.

Cette juridiction, collégiale nous apparaît donc comme une conséquence du vasselage. Elle constituait un privilège pour les hommes de fief. La grande foule des roturiers et des serfs ne pouvait point invoquer ce principe tutélaire (1). Par la suite, le seigneur justi-

(1) ESMEIN. — *Histoire de la Procédure criminelle*, chapitre premier.

cier s'entoura des conseils de techniciens et forma, autour de lui, une sorte de concilium.

Nous voyons, ainsi, déjà apparaître cette idée que le devoir du juge est de recourir à l'opinion d'experts du droit. Si bien que la pluralité des juges est devenue un système fondamental de l'ancienne France.

Mais, lorsque le roi se mit à reprendre l'autorité, que la féodalité avait détournée à son profit, nous assistons à la formation de tribunaux royaux de différents degrés, qui constituent une véritable juridiction de droit commun.

Néanmoins, ces tribunaux ne connaissent pas de tous les procès. En effet, certaines affaires leur sont enlevées, soit par le roi qui exerce le privilège de la justice retenue, soit par la coutume ou la loi.

C'est ainsi qu'à côté des juges ecclésiastiques, dont le pouvoir et la compétence diminuent, nous trouvons déjà d'importantes innovations de juges spécialisés. Tout au bas de l'échelle, le prévôt connaît des litiges concernant les roturiers. A Paris, on l'appelle « le châtelet ». « Le prévôt de Paris rendait la justice aux roturiers ; il siégeait dans un châtelet ou petit château situé sur la rive droite de la Seine, à l'extrémité du pont au Change. Son tribunal fut, après le Parlement, le plus important du royaume et la jurisprudence qu'il appliquait constitue, en grande partie, l'ancienne coutume de Paris (1). »

(1) BRISSAUD. — *Manuel d'Histoire du Droit français.*

Le bailli, juge plus élevé, constitue un privilège pour les nobles. Il s'agit encore bien, ici, d'un magistrat spécialisé. Mais fut-il un juge siégeant seul ?

Dans certaines provinces, « aux séances des bail-lis », un juge seul, assisté de prud'hommes, à voix consultative, rendait la justice. Mais cet essai, qui allait à l'encontre du principe des juridictions de la féodalité, ne fut pas couronné de succès. Aussi, les cours féodales, qui devinrent par la suite le Parlement, furent essentiellement des assemblées de magistrats. De même, vers 1550, lorsque furent créés les présidiaux, trouva-t-on des tribunaux composés de sept juges. C'est donc une justice collégiale qui triomphe, mais aussi une justice spécialisée.

Car, ne l'oublions pas, l'ancien régime reposait sur un système de privilèges, superposés les uns aux autres. Aussi en arriva-t-on à créer autant de catégories de juges qu'il y avait de privilèges.

Nous allons en examiner quelques-uns.

Par l'octroi d'une charte, les bourgeois de la ville étaient, le plus souvent, soustraits à leur juge ordinaire, le seigneur, pour être déférés à la juridiction des échevins. C'est encore, là, un principe très marqué de l'ancien droit, que nous avons déjà rencontré dans l'organisation de la juridiction ecclésiastique, à savoir que l'on est jugé par ses pairs. Les échevins ne sont autres, en effet, que des bourgeois que le seigneur a distingués ou qui ont été élus par la ville.

Si nous restons dans le domaine de la cité, nous trouvons des associations d'artisans, dites corporations. Dans celles-ci, existe un véritable tribunal spécialisé, formé par les « jurandes », artisans choisis par leurs pairs avec l'assentiment du seigneur, qui, suivant la vieille idée féodale, trancheront les difficultés intestines.

A Paris, cette institution prit une certaine ampleur. De juridiction purement artisanale, qu'elle était à ses débuts, puisqu'elle ne connaissait que des différends entre « marchands de l'eau », elle absorba les juges des autres corporations, et devint bientôt la plus grande juridiction de Paris. Ne conservons-nous donc pas encore un souvenir de sa puissance jusque dans les armes de notre capitale ?

Le patron « jurande » nous apparaît donc bien comme un magistrat spécialisé, tant par sa compétence, strictement corporative, que par son recrutement.

A ses côtés, nous pouvons encore citer le juge des foires et marchés. Nous trouvons, en effet, trace dans la littérature de l'époque des « custodes nundinarum », sortes de baillis des foires qui ne connaissent que des crimes et délits survenant dans les marchés.

C'est ainsi qu'il en est fait mention, pour la première fois, à l'occasion des grandes foires de Champagne, en 1174, et des importants marchés de Caen, Saint-Quentin et Lyon.

Dans l'ancien droit, il existait encore bien d'autres juges spécialisés en matière criminelle, compétents, soit à l'égard de certaines personnes, soit à l'égard de certaines catégories d'infractions.

« Un certain nombre de grands officiers de la Couronne avaient, dans leurs attributions, un pouvoir de justice en matière pénale. Le grand maître des ports et passages connaissait de tous les procès criminels relatifs aux droits levés sur les marchandises à leur entrée en France ou à la sortie.

« A la charge d'amiral, était attachée la juridiction pénale sur tout le commerce de mer et les prises maritimes.

« Le connétable de France et les maréchaux avec leurs lieutenants, avaient compétence en matière de crimes commis par les gens de guerre ; au-dessous d'eux, le prévôt d'armes jugeait les pillards et les rôdeurs suivant les armées.

« Les infractions aux règlements sur les eaux et forêts étaient jugées par les « gruyers et verdiers », en premier ressort ; en appel, par les maîtres des eaux et forêts, qui siégeaient à Paris — juridiction de la Table de Marbre — et, enfin, par le grand maître institué plus tard.

« Est-il besoin de citer les commissions spéciales instituées dans un but spécial ? Telles, celle qui fut chargée de juger le procès fait aux Templiers en 1325 et

celle qui fut instituée à l'effet de se prononcer sur le cas des Lombards en 1317 (1). »

L'histoire de l'ancienne France nous montre donc bien, qu'à côté des magistrats de droit commun, il exista d'autres juges, qu'ils fussent d'Eglise, échevins ou forains, qui, par leur persévérance et leur ingéniosité, coopérèrent à la construction du vaste édifice juridique. Rarement, ils furent des juges uniques, mais toujours réunis en collèges.

Somme toute, soit que l'on envisage les réformes franques, qui introduisirent en Italie, puis en France, le scabinat, type collégial parfait, ou, à l'époque des Mérovingiens et des Carolingiens, les rachimbourgs et plus tard les échevins, qui distribuaient la justice sous la présidence du roi ou du comte, il apparaît bien que la pluralité des juges fut un principe essentiel de la justice féodale.

Cette idée de collégialité, qui se renforcera jusqu'à nos jours, permettra-t-elle néanmoins la spécialisation du juge pénal ? Le juge unique ne sera-t-il pas mieux capable de la réaliser ? Tel est le problème que nous devons résoudre, après avoir examiné les principes fondamentaux de l'organisation judiciaire.

(1) Hugues BERNE. — *De la Spécialisation des Tribunaux.*

CHAPITRE PREMIER

Notions sur l'organisation judiciaire

SECTION I

L'organisation judiciaire française

Nous savons qu'en France les juridictions répressives se divisent en juridictions d'instruction et en juridictions de jugement.

Au premier degré des juridictions d'information, se situe le juge d'instruction. Ce magistrat a une double fonction :

1° Il est officier de police judiciaire pour constater les délits et rechercher les preuves ;

2° Il est chargé d'instruire sur les faits dont il est saisi.

Il peut recevoir une constitution de partie civile, formulée soit dans une plainte, soit par acte subséquent. S'il croit devoir effectuer l'information (ordonnance de soit informé), il procède aux actes d'instruction.

tion et de poursuite. Il statue sur la détention préventive ou la mise en liberté provisoire. Grâce aux preuves qu'il a recueillies, il clôture la phrase d'instruction, soit par une ordonnance de non-lieu, ou par une ordonnance de renvoi devant la juridiction, à qui il appartiendra de statuer.

Les attributions du juge d'instruction sont récentes. En effet, avant 1856, c'était la Chambre du Conseil du Tribunal qui jouait ce rôle d'informateur : cette assemblée judiciaire, qui comprenait trois membres, a ainsi été remplacée par un juge unique, pour la simplicité de la procédure et la rapidité de l'information. Cette réforme, favorisant la bonne marche de la justice, garantit d'ailleurs mieux la liberté individuelle, la durée des détentions préventives étant, par le fait, abrégée.

La liberté individuelle est d'ailleurs toute spécialement protégée par une loi récente du 7 février 1933, dite loi sur les garanties de la liberté individuelle.

Selon la nouvelle législation, en effet, aucun inculpé, désormais, après son premier interrogatoire devant le juge d'instruction, ne peut plus être maintenu en détention, s'il a un domicile certain et si la peine encourue est inférieure à deux ans de prison. En matière criminelle, la liberté provisoire est, de droit, cinq jours après le premier interrogatoire ; toutefois, dans certains cas, notamment s'il est démontré que l'inculpé est dangereux pour la sécurité publique ou que sa détention est nécessaire à la manifestation de la vérité, le président du tribunal, siégeant en

chambre du conseil, peut ordonner le maintien de la détention préventive.

La loi prévoit qu'un magistrat (en l'espèce, le président ou vice-président de chaque chambre et le président de section pour le tribunal de la Seine) examinera seul, en chambre du conseil, périodiquement, la situation des inculpés détenus et accordera, le cas échéant, à ces derniers, la liberté provisoire. Un magistrat siégera tous les jours dans la chambre désignée et examinera les cas qui lui seront soumis. Telles sont les nouvelles garanties accordées aux inculpés au cours de l'instruction.

Mais, hors ce cas où le président, siégeant seul, juge souverainement, il est de règle que le magistrat, chargé de l'instruction, ne statue qu'en premier ressort, toutes ses décisions étant susceptibles de recours devant la juridiction d'instruction du second degré : la chambre des mises en accusation. Depuis une loi du 28 avril 1919 (article 2), elle est composée de trois membres : deux conseillers et un président. Elle comprend, en outre, un membre du Parquet général. Elle connaît de l'appel interjeté contre toutes les ordonnances du juge d'instruction. En matière de crime, elle revise la procédure d'information effectuée par ce magistrat et statue définitivement sur la mise en accusation, en rendant, soit un arrêt de non-lieu, soit un arrêt de renvoi en simple police ou devant le tribunal correctionnel, ou, enfin, un arrêt de mise en accusation.

L'intention du législateur a donc bien été, ici, à

raison même de la gravité des faits, de confier l'appel des décisions du juge d'instruction à un collège de magistrats.

Les juridictions de jugement sont, elles, essentiellement collégiales. Le juge unique n'existe que pour les affaires de peu de gravité. En effet, les contraventions, qui sont de la compétence du tribunal de simple police, sont soumises à la juridiction d'un magistrat isolé : le juge de paix. Ces infractions, qui, d'une part, n'impliquent ordinairement aucune perversité de leur auteur, qui, d'autre part, sont d'un examen facile, étant donné qu'il n'y a pas lieu de rechercher l'intention coupable, peuvent être aisément confiées à un magistrat unique. Mais, comme garantie, le Code d'instruction criminelle a disposé que lorsque l'appel est possible, ce dernier doit être porté devant une assemblée collégiale, à savoir le tribunal d'instance.

En matière correctionnelle, les délits sont jugés par le tribunal de première instance, qui comprend trois magistrats, et dont l'appel des décisions est porté devant la Cour, qui siège à cinq conseillers.

Si nous envisageons, enfin, la juridiction compétente en matière de crimes, nous savons que la Cour d'assises comprend deux éléments : la Cour, composée de trois magistrats, choisis parmi les Conseillers à la Cour d'appel ou parmi les membres du Tribunal, et le jury, formé par la réunion de douze citoyens, tirés au sort, tous deux étant ainsi à base collégiale.

Somme toute, si notre organisation judiciaire admet, en principe, le juge unique à l'instruction, elle exige le concours de plusieurs magistrats pour constituer la juridiction d'appel de ses ordonnances. Quant aux juridictions de jugement, depuis le tribunal d'instance jusqu'à la Cour de Cassation, elles sont toujours collégiales, exception faite toutefois pour les infractions de minime importance, qui sont de la compétence du juge de paix.

Une réforme apportée par le décret du 5 novembre 1926 avait d'ailleurs étendu la compétence de ce magistrat. Certains auteurs avaient cru voir d'ailleurs, en cette innovation, dont la réalisation a dû être différée, le premier pas vers l'instauration du juge pénal spécialisé.

Mais ce point de vue est inexact. En effet, par suite de la crise budgétaire, on avait voulu dégager le rôle du tribunal de première instance, encombré par une série d'affaires de minime importance. D'autre part, le désir d'épargner aux plaideurs, pour des causes bénignes, des déplacements longs et onéreux, avait incité le pouvoir à établir des mesures susceptibles d'augmenter les attributions des juges de paix, plus rapprochés des justiciables que les tribunaux d'arrondissement.

Aussi, ne fallait-il pas apercevoir, en ces décrets, une progression vers l'instauration du juge unique. L'opinion, d'ailleurs, est hostile, en général, à cette innovation. Diverses tentatives à différents intervalles ont bien été amorçées par quelques parlementaires,

mais elles ont, toujours, jusqu'ici, abouti à des échecs. C'est ainsi qu'un important projet de réforme (1), déposé sur le bureau de la Chambre par M. Viviani, Garde des Sceaux, a été repoussé par cette assemblée à une forte majorité.

La réforme qui étendait les pouvoirs du juge de paix était d'ailleurs peu considérable. Elle lui donnait simplement compétence pour connaître d'un certain nombre de délits correctionnels limitativement énumérés. Ce magistrat a qualité, en effet, nous le savons, pour juger les infractions punies par la loi d'une amende de un à cinq francs ou d'un emprisonnement de un à cinq jours. Le décret de 1926 avait étendu ces attributions aux délits contraventionnels, infractions qui, comme les contraventions de simple police, n'exigent pas la mauvaise foi de leur auteur. Ces délits, d'ailleurs peu nombreux, d'un examen facile, étaient, pour la plupart, passibles d'une simple amende.

Néanmoins, le juge de paix prononçait, sous l'empire des décrets de 1926, des peines correctionnelles

(1) Le projet le plus considérable d'instauration du juge unique, en France est celui déposé par M. VIVIANI, le 23 décembre 1915. (*Doc. parl.*, 1916, annexe 1606, page 70.) Il consistait à supprimer tous les tribunaux d'arrondissement. Seul, subsistait un tribunal complet au chef-lieu judiciaire du département. Néanmoins, demeuraient, dans le cadre des tribunaux supprimés, un substitut du procureur de la République, et un juge jouant à la fois le rôle de juge d'instruction et de juge de paix (!). L'audience était tenue par un juge délégué du tribunal départemental, statuant à la fois au civil et au correctionnel.

qui entraînaient l'inscription de la condamnation au casier judiciaire.

Bien que la portée de cette réforme fut pratiquement peu étendue, elle n'en était pas moins d'une certaine importance, car, incontestablement, le magistrat du tribunal de simple police faisait désormais office de juge unique correctionnel. Il est certain que, par la suite, elle pouvait servir de point de départ à toute une série d'extensions successives (1).

Si nos juridictions, ainsi que nous venons de le voir, sont essentiellement collégiales, du moins ne sont-elles pas spécialisées.

En effet, dans notre organisation judiciaire, la justice répressive est rendue par les mêmes juges que la justice civile. Les tribunaux de droit commun, qui

(1) Si celles-ci devaient, à nouveau, être envisagées pour l'avenir, et si la liste des délits soumis au juge de paix avait tendance à s'allonger, il y aurait peut-être lieu de s'en rapporter à la suggestion de M. MAGNOL. D'après l'opinion de cet éminent professeur, pour savoir quand le magistrat unique serait compétent, il conviendrait de faire une discrimination entre les délits-contraventions. Il faudrait, pour déférer le coupable à la juridiction du juge de paix, envisager, soit la nature contraventionnelle de l'infraction (cas où le délinquant est répressible malgré sa bonne foi), soit le peu de gravité de la peine encourue (cas où le prévenu n'encourt qu'une simple amende ou un emprisonnement de courte durée.)

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit là que d'une interprétation. Le principe du juge de paix à compétence étendue peut, semble-t-il, donner d'excellents résultats. Il convient, toutefois, de ne pas en envisager une extension par trop considérable.

statuent en matière civile, sont aussi des tribunaux répressifs. Cette conception de l'unité de la justice civile et de la justice pénale, qui était celle de l'ancienne France et qui fut abandonnée par la Révolution française, signifie que c'est un personnel judiciaire identique, organisé de la même manière, qui connaît, à la fois, des procès civils et des procès criminels.

« Cette unité se manifeste aujourd'hui, à tous les degrés et dans tous les organes de la hiérarchie et de l'organisation judiciaires.

1° Elle existe en la personne du garde des Sceaux, ministre de la Justice, de qui relèvent le Conseil d'Etat et les tribunaux judiciaires.

2° Le juge de paix est, en même temps, juge de simple police. Il l'est même seul, depuis la loi du 27 janvier 1873 qui a supprimé la juridiction de simple police attribuée aux maires, concurremment avec celle des juges de paix.

3° Le tribunal de première instance exerce, à la fois, la juridiction civile et la juridiction correctionnelle : à ce titre, il connaît des poursuites pénales en premier ressort et, en dernier ressort, des appels interjetés contre les jugements rendus par les tribunaux de simple police. Des audiences distinctes sont consacrées, chaque semaine, aux affaires pénales, ou, si le tribunal se compose de plusieurs chambres, les unes connaissent des contestations civiles, les autres des affaires correctionnelles. Le tribunal de première

instance concourt aussi au jugement des affaires criminelles par les assesseurs qu'il fournit à la Cour d'assises.

4° Deux chambres de la Cour d'Appel connaissent des matières pénales : celle des mises en accusation et celle des appels de police correctionnelle.

Le personnel judiciaire et professionnel de la Cour d'assises est emprunté : pour le président, nécessairement à la Cour d'appel ; pour les assesseurs, facultativement à la Cour d'appel ou au tribunal civil.

5° A la Cour de Cassation, l'une des trois chambres, la chambre criminelle, statue sur les pourvois formés contre les arrêts ou jugements des juridictions inférieures.

6° Un greffier est établi près les tribunaux et les cours. Il est tenu de présenter et de faire admettre au serment le nombre de commis greffiers nécessaires pour le service, soit de la justice civile, soit de la justice pénale.

7° Enfin, les huissiers sont également affectés aux tribunaux de répression comme aux tribunaux civils.

Cette unité de juridiction, se réalisant par l'unité du personnel, a des conséquences corrélatives :

1° Les magistrats des juridictions possédant plusieurs chambres peuvent être appelés indifféremment à juger les affaires civiles et les affaires pénales, soit par l'effet régulier du roulement qui est établi annuellement pour la composition de ces chambres, soit,

accidentellement, pour vider un partage, ou compléter une chambre qui n'est pas en nombre ;

2° Les chambres des appels correctionnels ou les chambres correctionnelles des tribunaux de première instance peuvent connaître d'affaires civiles, soit régulièrement pendant les vacances, soit accidentellement en cas d'encombrement des chambres civiles, soit même concurremment avec elles ;

3° Les chambres civiles et criminelles des Cours d'appel et de la Cour de Cassation prennent part au jugement des affaires qui doivent être portées à l'audience solennelle, sans distinction suivant la nature des affaires ;

4° Les jugements et les arrêts sont rendus par le même nombre de juges au pénal et au civil. Il en était autrement avant 1883 ; les arrêts des Cours d'appel pouvaient être rendus en matière pénale par cinq conseillers, alors qu'il en fallait sept pour rendre au civil un arrêt valable. La loi du 30 août 1883 a abrogé cette dernière règle et fixé uniformément à cinq le nombre de conseillers nécessaire pour juger valablement en cette matière (1) ;

5° La mesure qui a été prise, par la loi du 19 avril 1898, et qui permet au premier président de la Cour

(1) D'après un projet de loi sur la réforme de la magistrature, il serait question de réduire à trois le nombre de conseillers siégeant au pénal comme au civil. Cette réforme serait un achèvement vers le juge unique. Elle en a tous les inconvénients sans en avoir les avantages (*op. cit.*, R. GARBAUD).

d'appel de déléguer un juge suppléant, s'applique aussi bien pour le jugement des affaires civiles que pour celui des affaires pénales.

Ainsi, la justice civile et la justice pénale, spécialisées au point de vue de la procédure et de la compétence, ne le sont pas au point de vue de leur organisation et de leur personnel (1). »

Ces considérations démontrent bien que deux grands principes dominent notre organisation judiciaire, celui de la collégialité, d'une part, et de la non spécialisation, d'autre part (2).

(1) R. GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, tome II, pages 290 et suiv.

(2) Il convient toutefois de citer la réforme apportée par la loi du 22 juillet 1912, qui a instauré, en notre législation, la spécialisation dans les grands tribunaux, des magistrats chargés des affaires intéressant les mineurs, soit en ce qui concerne les juges d'instruction, soit en ce qui concerne les juges devant composer la Chambre du conseil. Mais, en réalité, cette innovation se heurtant à de grosses difficultés pratiques, la spécialisation, visée par la loi du 22 juillet 1912, n'est pas, en général, effective.

Il faut, en outre, mentionner qu'au Parquet de la Seine, il existe une certaine spécialisation pour les magistrats chargés des affaires fiscales et financières.

SECTION II

Législations étrangères

A l'étranger, le principe de la collégialité existe aussi. Mais il est souvent moins absolu qu'en France. D'autre part, nous trouvons également la division des services judiciaires en juridictions civiles et en juridictions répressives. Mais nous ne découvrons pas de tribunaux correctionnels distincts, en principe, des tribunaux civils. Ce sont les mêmes formations, qui changent de compétence, sans changer de personnel.

Nous allons examiner l'organisation judiciaire de quelques pays étrangers. Nous limiterons cet examen aux questions qui nous intéressent ici, à savoir : collégialité, spécialisation, mesures sociales.

ALLEMAGNE

En Allemagne, le décret-loi du 4 janvier 1924 a profondément modifié le système judiciaire de ce pays.

Le premier degré de l'échelle judiciaire est formé par le tribunal de bailliage. Le juge de bailliage, statuant seul, est compétent en matière de contraventions, de délits poursuivis par voie d'action privée, de délits punis d'un emprisonnement de six mois et, sur l'intervention du ministère public, de tous les délits passibles d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an.

Le juge de bailliage, d'autre part, assisté de deux échevins (Schöffengericht), est compétent pour tous les crimes n'entraînant pas une peine perpétuelle. Cette juridiction connaît, en outre, des délits qui ne rentrent pas dans les attributions du juge de bailliage statuant seul.

Au second degré, les tribunaux régionaux connaissent des appels des décisions rendues par les juges de baillages et par les tribunaux d'échevins. Ils se composent d'un président et de deux échevins dans le cas d'appel d'une décision du juge de bailliage. S'il

s'agit, au contraire, d'un appel formé contre la décision d'un Schöffengericht, le tribunal est alors composé de trois magistrats et de deux échevins.

Les Cours d'assises, enfin, comprennent trois juges et six échevins. Elles sont compétentes pour les crimes capitaux, punis de peines perpétuelles et de la peine de mort.

Le caractère saillant de cette organisation est l'extension de l'échevinat au jugement des crimes et à la composition des juridictions d'appel.

Une constitution particulière à l'Allemagne est la procédure de conciliation, qui a lieu devant une juridiction variant suivant les régions : en Prusse, c'est un arbitre (Schiedsman) ; en Saxe, c'est un juge de paix (Friedensrichter) ; ailleurs, c'est un fonctionnaire ou un commissaire de police. Cette formule est assez heureuse ; elle dégage, en effet, les tribunaux de conflits particuliers qui n'intéressent pas l'ordre public.

Il existait aussi en Allemagne, avant 1914, un certain nombre de magistrats spécialisés, tels que les juges de navigation du Rhin et des douanes de l'Elbe. On trouvait aussi un personnel judiciaire spécialisé dans les délits intéressant les souverains et membres de la famille impériale. Dans certaines provinces également, les seigneurs médiatisés pouvaient comparaître devant la juridiction de leurs pairs.

Récemment, une ordonnance du président du Reich du 14 juin 1932 a apporté d'importantes modi-

fications à la procédure pénale allemande. Instaurée dans le but de créer des économies rigoureuses dans l'administration de la justice, elle vise à la diminution des instances. A l'avenir, il n'y aura plus, en principe, qu'une seule voie de recours contre chaque jugement. Le délai très court qui s'est écoulé depuis la mise en vigueur de cette réforme n'a pas encore permis d'apprécier la valeur de ses dispositions.

AUTRICHE

Une série de mesures destinées à simplifier l'administration de la justice pénale ont été prises par la loi du 23 décembre 1931, aux termes de laquelle un juge unique connaît des contraventions, dont la procédure est de la compétence des tribunaux d'arrondissement (la peine la plus élevée étant de six mois d'arrêts). La Cour de première instance, qui se composait de quatre juges, n'en comprend plus que trois. En matière de juridiction criminelle, il se dessine un mouvement important tendant à substituer à la Cour d'assises, trop peu répressive, un grand tribunal d'échevins. C'est en ce sens que le gouvernement a décidé de soumettre au parlement un projet d'après lequel les meurtres et les assassinats devraient être jugés par de grands tribunaux d'échevins, qui remplaceraient la Cour d'assises ; ces tribunaux se compose-

raient de six échevins et de trois magistrats. Il a été, en outre, question de charger le ministère public de l'instruction.

D'autre part, une loi du 2 août 1932 défère aux autorités administratives la poursuite d'un certain nombre de contraventions, qui, primitivement, ressortissaient à la juridiction pénale. Il arrivait, en effet, que des infractions presque identiques étaient réprimées à la fois par le Code pénal d'une peine judiciaire et, par d'autres lois, d'une peine administrative. La loi de 1932 a, ainsi, porté remède à cet état de choses.

Il convient également de mentionner la loi du 18 juillet 1928, qui perfectionne les tribunaux pour enfants, en assignant comme premier but aux mesures à prendre, l'éducation du délinquant. A cette fin, il est créé des établissements devant servir au traitement des jeunes coupables. En outre, une loi du 10 juin 1932 règle l'internement des délinquants majeurs dans les maisons de travail.

BELGIQUE

La Belgique se trouve, en ce moment, soumise à un régime provisoire, qui établit les catégories d'infractions, tant au civil qu'au répressif, susceptibles

d'être soumises au juge unique. Ce système mixte, qui a été adopté en 1919, dure depuis douze ans. Le plus grand nombre de délits ressortissent de la compétence du juge unique, alors qu'une catégorie de délits plus sérieux est soumise à un tribunal collégial.

Il semble, ainsi, que le système du juge unique ait enregistré une certaine victoire, puisque le législateur belge a, depuis longtemps, confié au juge de paix la mission d'ordonner l'internement des vagabonds dans une maison de travail (loi du 27 novembre 1891), et au juge pour enfants, le soin de prononcer seul à l'égard des mineurs des mesures de relèvement (loi du 15 mai 1912).

La réforme récente la plus importante est celle apportée par la loi du 9 avril 1930, dite loi de défense sociale, qui a instauré toute une série de mesures spéciales concernant les anormaux et les délinquants d'habitude.

Il convient de citer aussi qu'une loi du 21 décembre 1930, complétée par un texte législatif du 14 juillet 1931, introduit quelques modifications au fonctionnement du jury (tirage au sort, secret des délibérations, etc.).

En outre, en matière de droit pénal, le Conseil colonial, dans sa séance du 3 juillet 1931, a décidé qu'en cas de plusieurs infractions, la peine la plus forte serait seule prononcée.

GRÈCE

En Grèce, le système de la collégialité est une règle, qui remonte à Dracon et à Solon. On connaît les tribunaux de l'Aéropage et de l'Héliée, ce dernier com portant à peu près cinq cents juges.

Néanmoins, bien que les traditions de collégialité soient très fortes, il s'est manifesté récemment une tendance à restreindre le nombre des magistrats, soit en instance, soit en appel. Une loi nouvelle du 27 février 1929 a étendu la compétence du juge du tribunal de simple police.

D'autre part, un magistrat correctionnel unique a été instauré pour juger les délits n'entraînant qu'une peine d'emprisonnement de six mois. L'appel est alors porté devant le tribunal correctionnel habituel, formé par trois juges. Aux termes d'un rapport présenté par M. P. Constandinidis (1), procureur de la République à Corinthe, « cette loi, mise en vigueur, depuis le mois de mars de l'année 1929, n'a pas encore fait ses preuves. Elle fut accueillie avec réserve par le monde judiciaire, qui ne peut se départir facilement de l'esprit conservateur qui le caractérise, mais elle suscita,

(1) *Op. cit.* Deuxième Congrès de Droit pénal. Bucarest 1929. Actes du Congrès, page 321.

par contre, l'enthousiasme du public, et plus spécialement de la population rurale qui, de ce chef, n'a plus besoin de se transporter dans les villes où siègent les tribunaux ».

Une loi récente du 13 juillet 1931 a créé une juridiction nouvelle : le tribunal pour mineurs, composé d'un seul magistrat. Ce dernier, spécialisé dans les questions de criminalité juvénile, est désigné pour une période de trois ans.

HOLLANDE

En Hollande, le jugement des contraventions a toujours été confié à un seul magistrat. D'autre part, en première instance, on ne pratique pas la discrimination entre crimes et délits : toutes les infractions de cette nature sont de la compétence des tribunaux d'arrondissement, composés de magistrats de profession. Enfin, les éléments non professionnels qui forment ailleurs le jury, n'existent pas.

Une réforme de 1922 a instauré, en Hollande, un juge unique, dit juge de police. La procédure devant cette juridiction est la suivante : si le ministère public estime que le prévenu ne doit pas être traduit devant le tribunal, il le défère à la juridiction du juge de police. Toutefois, le législateur de 1922 a prévu que la peine, qui devait être prononcée par ce magistrat

ne devait pas excéder six mois d'emprisonnement. En toute hypothèse, l'appel de ses décisions est réservé à un tribunal collégial.

Cette innovation, que l'on croyait devoir être heureuse en sa réalisation, n'a pas été sans soulever de violentes polémiques, justifiées, semble-t-il, du fait que le juge de police ne motivait pas les peines ou amendes qu'il prononçait. Le ministre de la Justice, devant les objections des criminalistes, a dû considérablement restreindre les catégories d'affaires dévolues à ce magistrat. Le critérium, sur lequel on se base actuellement pour citer un prévenu devant le juge unique, consiste en ce raisonnement : si les preuves sont évidentes et certaines, à tel point qu'aucun doute ne puisse subsister à leur égard, c'est alors le juge de police qui est compétent, sinon, il faut recourir au collège de magistrats.

Ainsi, l'expérience du juge unique ne semble pas avoir été couronnée d'un succès total. Toutefois, en ce qui concerne le magistrat spécialisé pour enfants, cette juridiction a donné d'excellents résultats.

ITALIE

En Italie, une loi du 19 décembre 1912 a prescrit que, dans les tribunaux civils, la justice serait rendue en première instance par un juge unique. Mais à

peine cette réforme était-elle en application, que toutes les corporations judiciaires s'élevèrent contre elle. Si bien que, devant la réprobation unanime, une loi du 24 décembre 1914 a rétabli la collégialité (1). En matière répressive, d'autre part, l'Italie a conservé la division bipartite des infractions en délits et contraventions.

Le juge unique connaît des contraventions et des délits légers, tandis que le tribunal juge les délits plus graves. En outre, c'est toujours un organe collégial qui délibère sur la réhabilitation des condamnés, sur l'exécution des sentences étrangères, sur l'extradition.

S'il s'agit de mesures spéciales de surveillance (mineurs, malades mentaux, sourds-muets), le président du tribunal en surveille seul l'exécution, avec faculté de révocation des mesures elles-mêmes.

Mais l'évolution du régime politique a apporté de profondes réformes qui, si elles n'ont pas transformé complètement l'organisation matérielle des services judiciaires, ont, du moins, modifié l'esprit même du droit pénal italien. Présentées le 28 octobre 1929 dans un avant-projet de Code pénal, ces réformes ont été

(1) L. HOUAFF. — Un essai malheureux du système du juge unique en Italie. — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1915-1916.

définitivement incorporées dans le nouveau Code italien du 19 octobre 1930.

Ce dernier est une création spécifiquement fasciste, qui assure, en toutes hypothèses, la prédominance de l'intérêt social sur l'intérêt particulier. La défense de l'Etat, de son autorité, de ses prérogatives, a été la préoccupation essentielle du législateur italien. En réalité, le nouveau Code pénal est une œuvre plus politique que scientifique. Relevons toutefois, comme innovations intéressantes, la plus ample faculté d'appréciation pour le juge et la création de la notion de « criminel par tendance ».

En matière d'organisation judiciaire, un tribunal spécial a été créé pour connaître de toutes les infractions contre la personnalité de l'Etat. Une loi du 4 juin 1931 a prorogé jusqu'au 31 décembre 1936 les attributions de cette juridiction. D'autre part, le jury a été supprimé par un décret du 28 mai 1931. La Cour d'assises est désormais une section de la Cour d'appel, composée de deux magistrats et de cinq assesseurs, réunis en un seul collège. Le choix des assesseurs est très minutieux et ne peut s'exercer que dans certaines catégories de citoyens, strictement délimitées par la loi.

Le nouveau Code a, de plus, éclairci la situation du ministère public par rapport à l'activité du juge et lui a reconnu la qualité de « partie », autrement dit, d'organe du gouvernement auprès de l'autorité judiciaire chargée d'exercer l'action pénale.

POLOGNE

En Pologne, une loi du 21 octobre 1919 a introduit un mode de procédure simplifiée. Le système du juge unique a été instauré, mais ce magistrat ne peut prononcer que des amendes ou des peines d'emprisonnement qui ne sont pas supérieures à un an.

Une intéressante innovation de l'organisation judiciaire polonaise consiste en ce que le procureur peut proposer au tribunal d'adopter la procédure simplifiée. Si ce dernier se range à l'avis du ministère public, un juge est alors délégué pour tenir l'audience et prononcer la peine. Mais, et c'est là l'innovation, la peine n'est pas exécutable immédiatement. Son application est suspendue jusqu'à ce que le tribunal se soit prononcé en deuxième ressort.

Cette réforme, relativement récente, n'a pu encore être jugée dans ses résultats; il semble néanmoins que ce mode de procédure simplifiée, qui peut hâter la marche des petites causes, doive prêter à de graves critiques, lorsqu'il s'agit d'affaires d'une certaine importance.

Il convient également de signaler que, sur l'initiative du professeur Emile-S. Rappaport, on a mis à l'étude le Code d'exécution pénale. « On a pris comme point de départ la nécessité de fixer sous forme de

loi les régimes d'exécution de la peine, de la mesure de sûreté et tous les problèmes de pratique pénitentiaire et post-pénitentiaire qui s'y rattachent (1). »

A l'heure actuelle, l'organisation des tribunaux de droit commun est réglée par les lois des 6 février 1928 et 4 mars 1929.

L'exercice de la justice en matière civile et pénale est confié aux tribunaux de droit commun : tribunaux de bailliage (*grodzkie*) et juges de paix, tribunaux d'arrondissement, cours d'appel et cour suprême. Le nouveau Code de procédure pénale a été mis en vigueur le 19 mars 1929. D'autre part, le 14 septembre 1931, la commission polonaise de codification terminait ses travaux préparatoires du Code pénal polonais. Le 11 juillet 1932, le président de la République de Pologne signait l'ordonnance donnant force de loi au projet de la commission. Celui-ci synthétise les tendances les plus modernes de la criminologie, envisagée dans un sens social et de rééducation.

SUISSE

Le Code de procédure pénale du Canton de Bâle, en vigueur depuis le 5 mai 1862, a été modifié par un

(1) C'est une idée d'actualité à l'ordre du jour du Congrès de Palermo. — *Revue pénitentiaire*, avril-septembre 1932, p. 460.

texte du 15 octobre 1931 (c'est la réforme suisse récente la plus importante), aux termes duquel les juridictions de jugement sont ainsi constituées :

1° En première instance :

La chambre du tribunal criminel, qui se compose de six membres, et qui connaît de tous les crimes poursuivis d'office ;

Le juge unique pour les affaires criminelles, dont la compétence est limitée aux poursuites sur plainte privée ;

La chambre du tribunal de police, qui se compose de trois membres, et qui connaît des contraventions importantes ;

Le juge unique de police pour les contraventions peu graves.

Et, enfin, les juges uniques de communes, qui ne peuvent infliger que des amendes de 20 francs au maximum.

2° En deuxième instance :

La Cour d'appel, qui se compose de cinq membres, et qui connaît de l'appel des jugements de la chambre du tribunal criminel ;

La commission de Cour d'appel, qui se compose de trois membres, et qui connaît de l'appel des jugements de la chambre du tribunal de police ou d'un juge unique.

Seuls, les présidents de tribunaux sont des magistrats professionnels, élus pour une durée de six ans.

En outre, le nouveau droit a introduit des modifications profondes en matière d'instruction. Aupara-

vant, il existait une chambre d'instruction composée d'un représentant du ministère public et de deux juges. Désormais, le ministère public est éliminé, et la chambre d'instruction comprend deux présidents de tribunaux et un juge d'instruction.

TCHÉCOSLOVAQUIE

En Tchécoslovaquie, le principe du juge unique a été admis pour les affaires d'importance moyenne, (les crimes relevant, dans l'organisation judiciaire de ce pays, de la juridiction du jury, et les contraventions, du tribunal de district). Une loi du 4 avril 1920 a déterminé l'étendue de la compétence du magistrat unique.

Il appartient au procureur de proposer à la Cour de première instance si le délinquant doit être traduit devant un juge unique, étant entendu que la peine, qui doit être prononcée selon les indications du ministère public, ne doit pas être supérieure à six mois d'emprisonnement. Le juge unique tient alors l'audience, cite, entend les témoins et rend le jugement. Mais, en aucun cas, la peine qu'il pourra infliger ne devra dépasser celle qui a été proposée par le ministère public.

D'après un nouveau projet de Code pénal, il est prévu une division bipartite des infractions en crimes

et délits. Le crime est un acte puni de réclusion ; les infractions, punies par d'autres peines, sont des délits.

D'autre part, on prévoit la constitution près du ministère de la Justice d'un conseil spécial pour l'exécution des peines et des mesures de sûreté. On projette également d'instaurer, auprès de chaque établissement pénitentiaire et préventif, un tribunal spécial de prison, dont le rôle serait de trancher toutes les questions qui intéressent l'exécution de la peine (entre autres, la libération avant terme).

Il a été aussi rédigé, en 1930, un projet de loi concernant les mineurs. Il est ainsi créé une juridiction spéciale pour enfants, composée de deux juges professionnels et d'un laïque, représentant les œuvres de redressement moral. Le projet prévoit également la spécialisation d'un membre du parquet dans les affaires intéressant la répression des infractions commises par des mineurs.

En outre, pour simplifier le travail des tribunaux surchargés, la loi du 21 mars 1929 a introduit, en Tchécoslovaquie, *l'ordonnance pénale*. Désormais, le tribunal d'arrondissement peut prononcer la peine sans procédure préalable, si l'infraction est punissable d'une peine de détention de six mois au plus, ou d'une peine pécuniaire, ou de ces deux peines simultanément. L'ordonnance pénale n'est pas admissible si l'inculpé n'a pas encore atteint dix-huit ans.

TURQUIE

En Turquie, le nouveau Code pénal a été voté le 1^{er} mars 1926. La classification des infractions a été adoptée, conformément à l'école italienne. Les trois catégories classiques, crimes, délits, contraventions, ont été remplacées, comme dans le Code italien, par la division bipartite des infractions en délits et contraventions.

D'autre part, le nouveau Code pénal turc a fait une large part à l'élément moral de l'infraction. Aussi, comme le Code italien, il prévoit des réductions de peine en faveur des malades mentaux (faibles d'esprit de façon constante ou passagère). Il fait une très large part à la protection des mineurs.

Ce Code, promulgué le 26 avril 1926, est entré en application le 1^{er} juillet 1926.

En ce qui concerne la procédure civile et l'organisation judiciaire, la commission instituée en septembre 1925 à Constantinople pour élaborer un projet, a choisi, comme modèle, le Code du Canton de Neuchâtel.

Une importante innovation en matière d'organisation judiciaire, consiste en ce que tous les articles relatifs aux Cours d'appel ont été supprimés, ces dernières ayant elles-mêmes été supprimées par raison

d'économie. C'est là un caractère original de la nouvelle organisation turque : il n'y a pas de Cour d'appel, le seul recours étant la Cour de cassation. Toutefois, par le fait même de la quantité d'affaires qui viennent en cassation (appels de justice de paix, des tribunaux d'instance et de commerce), le rétablissement des Cours d'appel serait envisagé (1).

D'autre part, les femmes sont admises au barreau et dans la magistrature. On compte, à l'heure actuelle, une trentaine de femmes magistrats. Il faut voir, en cette réforme hardie, une évolution très marquée vers l'occidentalisation d'un peuple jusqu'ici rétrograde aux données nouvelles.

Le Code de procédure civile et d'organisation judiciaire, promulgué le 18 juin 1927, a été mis en vigueur le 1^{er} septembre 1927.

U. R. S. S.

Le nouveau Code criminel, adopté par le Comité exécutif central de l'U. R. S. S. est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1927. Le mot châtiment a été effacé du Code pénal soviétique et remplacé par « mesure de défense sociale ». Désormais, le critérium de la crimi-

(1) *Bulletin mensuel de Législation comparée*, juillet-décembre 1932, p. 321.

nalité d'un acte n'est plus l'intention du criminel, mais les conséquences sociales de l'acte.

En matière d'organisation judiciaire, il existe trois autorités de jugement : l'O. G. P. U., les tribunaux criminels ordinaires et les cours militaires du département de la guerre. Les tribunaux criminels populaires jugent la majorité des cas, l'O. G. P. U. les crimes les plus graves. Ce dernier tribunal (police secrète) étend d'ailleurs sa juridiction à tous les crimes contre la sûreté de l'Etat.

Le droit d'appel est sauvegardé par la Cour d'appel locale, dont les décisions peuvent être portées devant la Cour suprême de l'Union Soviétique.

YUGOSLAVIE

La nouvelle législation pénale et pénitentiaire est en vigueur, en Yougoslavie, depuis 1929. (Le Code pénal, arrêté le 27 janvier 1929, a été promulgué le 9 février 1929. Le Code de procédure pénale, arrêté le 16 février 1929, a été promulgué le 23 février 1929.)

Il convient d'indiquer que la nouvelle codification ne prévoit plus le jury et qu'elle fait une part considérable aux mesures de sûreté. En effet, la partie la plus importante de la procédure pénale concerne les jeunes délinquants. On a établi auprès de chaque tri-

bunal de département une section spéciale qui constitue la juridiction pour mineurs. Les juges uniques spécialisés pour enfants sont nommés par les présidents des Cours d'appel. Ces magistrats ordonnent les recherches nécessaires et font eux-mêmes personnellement les enquêtes. De plus, pour sauvegarder les intérêts du mineur, le juge est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour le protéger et le mettre dans une meilleure situation, par exemple, dans une autre famille.

Mentionnons également qu'une loi du 6 janvier 1929 sur la sécurité publique garantit l'ordre public.

La nouvelle législation pénale et pénitentiaire a été complétée par une ordonnance du 13 janvier 1930 sur l'exécution des mesures de sûreté et du 18 janvier 1930 sur la fondation et le fonctionnement des établissements de l'Etat pour l'éducation et la correction des enfants et des mineurs.

Aussi bien, l'examen de ces législations étrangères nous montre que si le principe de la collégialité est, en général, moins rigoureux qu'en France, du moins, de nombreux essais de juges spécialisés ont été tentés.

Instruits par ces exemples, devons-nous, à notre tour, envisager une réforme de notre organisation judiciaire? C'est ce que la discussion de la valeur respective de ces systèmes va nous permettre d'apprécier.

CHAPITRE II

Discussion des différents systèmes proposés

PRELIMINAIRES

Juge professionnel ou non professionnel ?

Avant l'examen de tout système, il convient de se prononcer sur le point suivant : à qui doit être confiée la mission de rendre la justice ? A des juges de métier ou à des juges non professionnels ? La question a son importance, car, à l'heure actuelle, on trouve un certain nombre de criminalistes partisans de l'échevinage.

Cette dernière institution, qui nous vient d'Allemagne, consiste en l'adjonction de citoyens à une juridiction quelconque. Il y a ainsi collaboration du juge de fait et du juge de droit.

Cette réforme, si elle était introduite en France, ne serait pas d'ailleurs une innovation : en Algérie, en effet, les indigènes comparaissent devant un tribunal formé du juge de paix et de deux assesseurs, dont l'un est indigène (décr. 29 mars 1902).

Ses partisans font valoir que la présence des échevins, au sein du tribunal, réfrène souvent le tempérament répressif du magistrat professionnel et que, d'autre part, elle se rapproche davantage du concept de la justice populaire idéale, en ce sens qu'elle est rendue par des juges qui viennent du peuple.

« Dans ces tribunaux, les échevins délibèrent et jugent avec le magistrat; ils ont voix sur toutes les questions de droit et de fait, culpabilité, application de la peine, et sur les incidents de procédure. Ce sont bien là de véritables juges, mais des juges temporaires et dont le pouvoir expire dès que le jugement est rendu.

« Les arguments que l'on fait valoir à l'appui de cette institution, sont analogues à ceux invoqués en faveur du jury criminel. La présence des échevins dans le tribunal tempère la rigueur du juge, trop enclin à voir des coupables dans tous les inculpés traduits devant lui, et à prononcer des condamnations en disproportion avec l'importance du délit.

« On dit précisément, à ce sujet, que les assesseurs savent mieux que le juge de profession apprécier le degré de culpabilité de l'inculpé.

« De plus, l'exercice de cette fonction, bien qu'elle soit temporaire, moralise les individus appelés à l'échevinage et tend ainsi à devenir un moyen social de moralisation. La conception de l'idée de la justice par le peuple est réalisée, puisque les échevins sont pris parmi le peuple. De là encore, cette conséquence que les jugements rendus par cette juridiction sont

acceptés par le public avec plus de bienveillance que ceux émanant de magistrats de profession seuls, précisément parce que l'élément populaire est représenté dans le tribunal et y apporte une justice plus souple et plus impartiale (1). »

Evidemment, pour séduisante qu'apparaisse cette innovation, elle n'en est du moins pas souhaitable en France. La collaboration dans l'exercice de la justice répressive de l'élément professionnel et non professionnel, dont nous avons en notre législation une application dans l'institution du jury, est des plus controversées.

Les attaques qui sont dirigées contre lui ne sont d'ailleurs pas toutes sans fondement. Elles sont trop connues pour que nous les rappellions ici. Mentionnons seulement, parmi maintes critiques, le défaut d'instruction des jurés, leur crainte des représailles, l'influence des passions extérieures et des rumeurs de l'audience, leur absence de responsabilité, leur indulgence souvent scandaleuse... Ajoutons toutefois que le défaut de contrôle d'une juridiction supérieure a été, en partie, corrigée, en ce sens que, désormais, la Cour se joint à leurs délibérations.

Reconnaissons, en toute impartialité, que le jury ne donne pas tout ce qu'on peut attendre d'une bonne justice. Aussi trouve-t-on des criminalistes partisans

(1) Hugues BERNE. — *La Spécialisation des Tribunaux*.

de sa suppression pure et simple, ou de son remplacement par l'échevinage (qui n'est, somme toute, qu'une autre formation de jury); les échevins, bien entendu, devant avoir accès dans toutes les formations juridictionnelles.

Mais, dans les temps actuels, ce serait s'exposer à une expérience extrêmement aléatoire et dangereuse, qu'introduire chez nous une telle réforme.

En effet, il y aurait à craindre, si sa réalisation devait s'effectuer, que l'élément non professionnel ne vint un jour mettre en brèche l'autorité du magistrat.

C'est ainsi, qu'un projet déposé en 1921 à la Chambre, par M. Bonnevey, Garde des Sceaux, repris par lui en 1925 devant le Sénat, tendait à réduire au seul président le personnel de la Cour. Il y avait là une voie très périlleuse, sur laquelle les Chambres ne se sont, heureusement, pas engagées.

Le jury peut, certes, entre autres réorganisations, être amélioré dans son recrutement et dans son fonctionnement, mais il s'agit là d'une mesure facile à réaliser et, certes, moins hasardeuse que l'introduction en notre législation et à tous les degrés de notre hiérarchie judiciaire, d'une institution neuve et somme toute, peu connue.

Les explications que nous venons de donner à ce sujet suffisent à démontrer que, dans les discussions qui vont suivre, c'est d'une magistrature spécifiquement professionnelle qu'il sera question.

SECTION I

Du juge unique et de la collégialité en matière d'organisation de la juridiction répressive.

Le problème qui se pose est, avant tout, un problème d'organisation judiciaire et particulièrement un problème d'organisation de la justice pénale. Il convient, d'abord, de nous demander qui est préférable du juge unique ou du juge collégial, dans l'exercice de la justice répressive.

Sur le problème du juge unique:

C. PICOT. — *La Réforme judiciaire*, Paris, 1881.

G. LEROY. — *Le Juge unique et la Réforme judiciaire*, Paris, 1907.

Léonce COMTE. — *De la Réforme judiciaire, France judiciaire*, 1910.

BRYCE. — *Les Démocraties modernes*, Paris, 1924.

DEMONBYNE. — *La Réforme judiciaire, Revue politique et parlementaire*, 1918.

Bernard PIGÉ. — *Le Juge unique et le Statut de la Magistrature en France*, Paris, Ernest Sagot, 1925.

Deuxième Congrès international de Droit pénal, Bucarest, 1929.
— *Actes du Congrès*, publiés par J.-A. Roux, Paris, Éditions Godde, 1930.

Pour résoudre cette question, nous nous placerons, ainsi qu'il a été dit plus haut, au seul point de vue technique. Les contingences d'ordre politique ou économique, qui intéressent les assemblées législatives, ne seront pas susceptibles de rentrer dans le cadre de cette étude.

C'est Bentham, le grand promoteur du juge unique, qui a fait valoir l'argument « force » de ce système, que ses partisans répètent sans cesse après lui. Suivant ce philosophe, seul, le juge unique est entièrement responsable du jugement.

La collégialité, prétend-il, enlève aux magistrats le sentiment de leur responsabilité. Les décisions qu'ils rendent sont anonymes et, en réalité, elles sont l'œuvre d'un seul, car les deux assesseurs s'en rapportent à l'avis du président. Le juge rapporteur, continue-t-il, exerce une influence prépondérante sur ses collègues, à tel point que ceux-ci ont tendance à s'en remettre à ses conclusions.

Au contraire, le magistrat unique ne doit faire appel qu'à lui-même; il est seul juge envers sa conscience. Aussi l'examen qu'il fait de l'affaire à lui soumise, est-il plus minutieux et plus scrupuleux, puisqu'il ne peut rejeter le poids de la sentence sur aucun autre collègue! Ainsi, son jugement est-il plus approfondi et aussi plus rapide.

Le juge unique (1), prétendent ses partisans, agit

(1) Voilà comment M. Bernard Picé conçoit le rôle et le caractère du juge unique: Par définition, le juge unique jugera seul

en pleine lumière. Prenant l'entière et personnelle responsabilité de ses actes, il répond, aux yeux de tous, de ses délibérations. Par là-même qu'il découvre son jeu, il se prête et s'expose à toutes les critiques. Or, dit-on, ce magistrat, imbu de l'idée de la gravité de la fonction qui lui est confiée, de la mission qu'il doit mener à bien, agit avec plus de conscience. Toute négligence, toute incurie que l'on rejette sur l'anonymat du tribunal collégial sont, ici, imputables directement au juge isolé. D'où lui est-il nécessaire de redoubler de vigilance pour exercer sa profession. Loin de se confier et de s'abandonner à l'expérience du président, le juge unique endosse tout le poids du jugement. L'inaction, dans laquelle sont plongés les assesseurs est, de ce chef, supprimée.

Le système du juge unique, disent encore ses par-

sans assesseurs; seul, il dirigera les débats, délibérera et rendra le jugement; il ne saura devoir compter que sur lui-même pour l'accomplissement de sa tâche. La décision qu'il prendra, émanera visiblement de lui, et il ne pourra pas la désavouer comme les juges actuels, qui peuvent trouver dans le secret des délibérations un moyen commode pour échapper à leur responsabilité et aux conséquences de leur légèreté.

« Couronne ou carcan », a-t-on dit, la sentence restera attachée au juge.

Il paraît à peu près impossible, dans ces conditions, que ce dernier ne prenne pas toutes les précautions nécessaires pour éviter une erreur qui ne lui serait pas moins préjudiciable qu'au plaideur. Celui-ci ne pourra craindre, ni sa mauvaise volonté, ni son inconscience. Seule, son insuffisance professionnelle pourrait constituer un danger, mais il sera facile de la démasquer.

Bernard PIGÉ, Paris 1925: *Le Juge unique et le Statut de la Magistrature en France*, page 78.

tisans, permet, par l'extrême petit nombre des magistrats, de leur donner une situation plus honorifique et plus lucrative aussi, qui corresponde mieux à la dignité de leurs fonctions.

En réalité, la valeur principale des justices collégiales consiste en ce que ses membres peuvent, à tout moment, délibérer. En dehors des pays britanniques, la pluralité des juges a toujours été considérée, et particulièrement en France, comme une garantie de bonne justice. Le délibéré (1), en effet, qui précède

(1) *Op. cit.* M. F. GORPHE, juge au Tribunal civil de Lille. (*Juge unique ou collégialité du Tribunal*), *Congrès de Droit pénal*, 1929, page 316.

Les avis s'équilibrent, se compensent, se complètent et se corrigent d'autant mieux, dans le délibéré, que la décision à prendre comporte plus d'arbitraire et moins de rigoureuse logique, ou de contatation positive. Ainsi, en est-il, lorsque la décision a pour base l'équité: chacun juge selon son idée de l'équité en la matière donnée et surtout selon l'angle sous lequel l'affaire lui apparaît à la suite des débats. Le sens de la justice est, sans doute, une émanation de la raison au contact des rapports sociaux; mais il se développe en des ramifications diverses dans l'esprit de chacun, spécialement chez ceux qui l'exercent professionnellement. Il arrive surtout que chacun comprenne une affaire plutôt sous un rapport que sous un autre, et que ces points de vue, complémentaires les uns des autres, fassent jaillir, de leur contact, la véritable compréhension de l'ensemble. Les jugements à formuler sont souvent des opérations beaucoup plus complexes qu'il ne paraît: ils constituent le résultat logique d'une série de jugements particuliers, plus ou moins explicites sur la preuve d'un fait, l'interprétation d'un acte, l'application d'une règle, la réfutation d'une objection. Or, il arrive que chacun des juges sache

le jugement, provoque les objections et permet à chaque magistrat de contrôler son opinion.

Il faut bien admettre que le juge unique, du fait même qu'il est seul, pourra, bien plus difficilement qu'un collège, prendre une décision grave. On tente, il est vrai, de diminuer la valeur des délibérations, non à l'aide de solides arguments, mais par quelques paradoxes faciles.

Assurément, le système de la collégialité est une garantie : comment concevrait-on que la peine de mort fut imposée par un juge unique. « La justice, comme fonction sociale, doit compter avec l'acquiescement public. » La formation collégiale n'est pas seulement favorable à la question de fait, elle facilite aussi l'application des lois et la compréhension de la jurisprudence. La détermination de la peine sera plus juste, si elle est le fruit de l'examen de plusieurs juges ; aussi bien, la liberté individuelle sera-t-elle davantage protégée (1).

mieux former l'un de ces jugements que les autres et le jugement final résultant de cette collaboration a des chances d'être plus vrai et plus juste.

(1) *Op. cit.* Docteur ERASMOS REGNIEROS, ancien ministre de la Justice (Cuba). *Congrès de Droit pénal*, 1929, page 293.

Un tribunal collégial, dans les règles de sécurité avec lesquelles les lois organiques le créent, s'approche du desideratum qui se poursuit en toute bonne administration de la justice. Au tribunal collégial existe, dans la compétence des juges, la meilleure appréciation de l'observation des faits qui se déroulent à sa vue et se développent dans la contradiction des parties accusatrices et défenderesses... Et, étant donné que la justice est le plus beau des

C'est pourquoi, pour notre part, n'hésitons-nous pas à nous prononcer pour le principe de la collégialité. Des raisons d'ordre psychologique nous incitent à argumenter en faveur du maintien de ce système, dans les pays où il forme la base traditionnelle de l'armature judiciaire. Un changement brusque ne pourrait qu'aliéner, à l'égard de la justice, la grande masse des justiciables. Et, principalement, au point de vue de la répression pénale, ainsi que l'a si bien prouvé M. Joseph Magnol (1), « il s'agit de garantir la liberté individuelle et la sûreté personnelle de l'accusé, en même temps que d'assurer la tranquillité publique par l'application de peines ou de mesures de défense sociale appopriées. La justice pénale, plus encore que la justice civile, exige que ses jugements

sentiments humains, sa distribution par les juges d'un tribunal collégial est mieux répartie que par tout juge unique. L'erreur individuelle, celle d'une seule personne, est une source d'injustices et de faits arbitraires, qu'il faut que tout bon Gouvernement évite pour les terribles conséquences, que ces injustices amènent.

Une injustice arrête la gravitation universelle, tandis que l'absolution d'un délinquant ne l'arrête pas. Dans le tribunal collégial, la responsabilité collective consacre l'efficacité de la justice. Et, dans la pratique criminelle, la justice pénale s'emboîte comme un moule dans le tribunal collégial.

Et, comme les tribunaux criminels doivent juger les hommes dans le système de l'individualisation, nous pouvons affirmer que le tribunal collégial, seulement et d'une façon absolue, offre des garanties de sagesse. La Nature, qui est la loi de la vie, nous en donne la leçon et le conseil.

(1) *Op. cit.* Joseph MAGNOL. — *Congrès de Droit pénal*, Bucarest, 1929. Actes du Congrès, page 299.

soient généralement acceptés par le public, à raison de la confiance qu'il met dans les juridictions qui les rendent ».

Aussi croyons-nous que, seule, une décision rendue par une assemblée de juges est capable de provoquer cette confiance.

En effet, avec le juge unique, comme l'a mis en valeur M. F. Gorphe (1), « le jugement, œuvre d'un seul, vaut ce que vaut le juge : c'est donc accroître la variété de la jurisprudence et la subjectivité de la justice, alors que le but indiscutable à rechercher est, autant que possible, l'homogénéité et l'objectivité des décisions. La valeur elle-même n'est rien sans l'indépendance et l'impartialité du juge. Sous le rapport moral, encore plus que sous le rapport juridique, on a plus de confiance en un tribunal collégial qu'en un seul juge. N'est-ce pas, pour la même raison, que dans les affaires délicates, où il s'agit de recourir à une expertise préalable, les parties aiment souvent mieux, malgré le surcroît de frais, trois experts qu'un seul ».

Et d'ailleurs, si cette unité de juge devait, par elle-même, constituer une garantie de meilleure justice, on ne voit pas pourquoi les plus chauds partisans de Bentham l'écartent devant les juridictions supérieures.

En Angleterre, où le juge unique est un système

(1) *Op. cit.* M. F. GORPHE, juge au Tribunal civil de Lille. — *Congrès de Droit pénal*, Bucarest, 1929. Actes du Congrès, page 311.

de tradition, pour quelle raison applique-t-on la collégialité au second degré de l'échelle supérieure? N'est-ce pas, de la sorte, reconnaître la valeur du délibéré, que nous préconisons plus haut?

Ainsi, pour les juridictions supérieures, la collégialité n'est-elle pas sérieusement contestée! Reste à savoir si, pour les juridictions d'ordre inférieur, le système du juge unique serait souhaitable.

Pour notre part, en ce qui concerne ce point de vue, nous ne croyons pas que les deux systèmes s'opposent l'un à l'autre. En réalité, ils doivent se compléter. A côté du juge isolé, qui existe pour les petites causes et dont l'extension des pouvoirs est d'ailleurs désirable, le collège de magistrats doit être maintenu, lui dont la mission est de contrôler les erreurs toujours possibles et d'apporter à la refonte éventuelle d'une décision chancelante l'appui de son expérience et de sa science jurisprudentielle.

Aussi bien, ce juge unique que nous situons aux premières marches de l'édifice judiciaire, convient-il d'en envisager, d'une façon limitée, l'extension progressive et prudente.

SECTION II

De la spécialisation de la Magistrature pénale

PARAGRAPHE I

LE ROLE DU MAGISTRAT PENAL DANS L'AP- PRECIATION DE LA CULPABILITE ET DE LA DETERMINATION DE LA PEINE.

A l'heure actuelle, l'unité de juridiction civile et pénale est très vigoureusement attaquée par l'école positiviste italienne, qui ne veut voir dans les magis-

Sur la spécialisation de la magistrature pénale:

HENRI FERRI. — *La Sociologie criminelle*.

TARDE. — *La Philosophie pénale*, 5^e édition, Lyon-Paris, 1900.

HUGUES BERNE. — *La Spécialisation des Tribunaux*, thèse, Lyon, 1902.

Actes du 2^e Congrès de Droit pénal, Bucarest, 1929.

H. GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, tome II.

BRYCE. — *Les Démocraties modernes*, Payot, Paris, 1924.

trats que des juristes dépourvus de qualités crimino-logiques. En effet, disent les partisans de cette école, les magistrats, en général, ne connaissent pas la science pénale ou, s'ils l'ont étudiée, ils ne l'ont vue qu'à travers le droit civil.

Psychologie, physiologie criminelles leur sont inconnues. Or, comme ce sont des hommes et non des faits qu'il faut juger, et que, par conséquent, les délits sont des maux sociaux, ces magistrats sont incapables de les réprimer.

« Ils n'ont, en effet, appris, à la Faculté, le droit criminel que comme un accessoire du droit civil; ils ne l'ont étudié que civilement, syllogistiquement, sans nul égard aux réalités psychologiques ou physiologiques, sans s'inquiéter ni se douter des rapports du crime avec les sciences naturelles, non plus qu'avec les sciences sociales, avec la dégénérescence et la folie, non plus qu'avec le progrès et la civilisation. Accoutumés par le genre de leurs études à faire abstraction de l'homme, ils ne s'occupent que de formules. Car le droit (civil) est complètement indifférent à tout ce qui regarde le physique et le moral des individus; la bonté ou la méchanceté d'un créancier ne saurait avoir la moindre influence sur la validité de sa créance. Le caractère strictement juridique est très éloigné de la science pénale, qui a pour but de lutter contre une infirmité sociale, le délit. Le membre d'un tribunal appelé à juger en matière pénale garde toutes ses habitudes; ce n'est pas l'individu qui attire

son attention, c'est la définition légale du fait qui le préoccupe (1). »

D'où en arrive-t-on à conclure, dans l'école italienne, que la carrière doit être différenciée pour civilistes et criminalistes. Aux premiers, doit être réservée l'étude du droit romain, de l'histoire du droit; les seconds doivent, au contraire, faire leur profit de l'enseignement de l'anthropologie, de la statistique et de la sociologie.

Dès lors, si le magistrat pénal, qui connaît, lui, la psychologie humaine et sociale, découvre véritablement l'homme dans le criminel, il s'apercevra que tous les accusés ne peuvent être rangés sous la même étiquette. Il devra distinguer s'il s'agit d'un criminel-né, d'un délinquant habituel, ou d'occasion, ou par passion. Persuadé de la nécessité où il se trouve, non pas de donner au fait une définition juridique, mais au contraire, de faire sortir le criminel de sa pénombre, il ne devra pas le considérer seulement comme le terme d'application d'une règle de droit.

Aussi, d'après l'école italienne, est-il naturel que, pour le juge, on doive exiger des connaissances scientifiques et non pas la seule intuition du sens commun. Cette science méthodique de la criminologie orientée dans un but social, le magistrat doit la posséder à une double fin : d'abord, pour lui permettre de rechercher les preuves et, ensuite, pour lui faciliter la déter-

(1) TARDE. — *La Philosophie pénale*, op. cit., page 450.

mination de la peine. Les preuves, en effet, ne sont pas toujours des cas livresques, minutieusement prévus et fixés par le Code. Elles sont solidaires aussi, non seulement de la psychologie humaine, mais de la psychologie criminelle et de l'anthropologie. Il y a, en cette critique criminelle, « une branche spéciale de la critique probatoire commune ».

Ces preuves, on peut les considérer en trois temps :

1° Recueil des preuves (police judiciaire et instruction criminelle) ;

2° Discussion des preuves (accusation et défense) ;

3° Décision des preuves (juges et jurés).

Tout d'abord, en matière de recherche des preuves, l'examen des éléments d'anthropologie doit constituer, pour l'enquêteur, un auxiliaire précieux.

« Il est évident, suivant les développements que lui ont donnés MM. Righini, Garofalo, Lombroso, Alongi, Rossi, que l'étude des facteurs anthropologiques du crime donne à la police judiciaire et à l'administration de la justice l'aide de nouveaux et plus sûrs moyens pour la recherche des coupables. Le tatouage, l'anthropométrie, la physionomie, les conditions physiopsychiques, les données sur la sensibilité, l'activité réflexe, les réactions vaso-motrices, le champ visuel des criminels, les données de la statistique, etc., en rendant plus facile et complète la série des preuves d'identité personnelle, et des indices sur la capacité à commettre tel ou tel crime, suffiront très souvent pour donner aux juges d'instruction une direction scientifique dans leurs recherches qui, maintenant, ne

dépendent empiriquement que de leurs dispositions personnelles de flair et de sagacité psychologique.

« Et lorsqu'on se rappelle le chiffre énorme de crimes et délits qui restent impunis pour manque ou insuffisance de preuves, et la fréquence des procès appuyés seulement sur des indices, il est facile de voir toute la fécondité pratique de cette première relation de la sociologie criminelle avec la procédure pénale (1). »

C'est pour ces raisons, que le juge pénal doit attacher une importance capitale à la recherche des preuves. Ainsi entendues, celles-ci concernent, non seulement les accusés, mais également les témoins.

Ces derniers, d'ailleurs, ne doivent pas être considérés comme des types moyens et abstraits, « des machines à déposition », mais comme des individualités aux réactions diverses et non pas unes. En effet, dans la déclaration, en apparence la plus terne, il y a toujours une tendance, une indication sur le milieu social; indication qui, replacée dans l'ambiance générale, procure à l'information un secours précieux.

Quant à la discussion même des preuves, « une fois établies les règles scientifiques de la preuve et le fondement d'une expertise anthropologico-criminelle, tout le débat se fera sur la critique des indices personnels et réels, sur les motifs déterminants et la catégorie anthropologique à laquelle appartient l'accusé,

(1) FERRI. — *La Sociologie criminelle*, op. cit., page 452.

et sur la forme conséquente de défense sociale la mieux adaptée à sa personnalité physio-psychique (1). »

Aussi bien, si la connaissance des hommes et des choses est nécessaire au magistrat, lors de la recherche et de la discussion de preuves, du moins est-elle indispensable dans la détermination de la peine. C'est là, en effet, selon l'argumentation italienne dans cette dernière phase de la décision des preuves, que le procès pénal trouve son dénouement. Il s'agit, alors, de l'application générale de la loi à un cas déterminé, à un homme qui représente un caractère original, une entité sociale, un milieu dont il porte les tares. La peine doit avoir un but, qui sera fonction de la morale et de la société, et ce but ne pourra être atteint, c'est-à-dire la nature, la mesure et l'espèce du châtiment, ne seront susceptibles d'être déterminés que si le magistrat est capable de connaître l'homme. Ainsi appliquée à une fin, orientée dans un sens de relèvement, la peine remplit sa véritable fonction. Le magistrat ne doit donc pas perdre de vue que le jugement vise un sujet et non un objet.

Le jugement comporte donc un examen physio-psychologique, qui fait émerger la personnalité du criminel. Il reflète, de la part du juge, une connaissance scientifique du délinquant, et une tendance à considérer le crime, non seulement comme un fait

(1) FERRI. — *La Sociologie criminelle*, op. cit., page 459.

antijuridique, mais comme un phénomène naturel et social.

Aussi, pour arriver à un tel résultat, l'école italienne ne voit qu'un moyen : la spécialisation, qui permettra au magistrat pénal, tant dans la recherche du degré de la culpabilité, que dans la détermination du châtement, de réprimer la criminalité, envisagée comme un mal social.

Car, dans la plupart des organisations actuelles, ce qui est déplorable, concluent les positivistes italiens, c'est le mélange des occupations civiles et pénales. « C'est l'occasion ou jamais, d'appliquer ce fameux principe de la division du travail que l'économie politique, avec tant d'exagération, il est vrai, préconise dans sa sphère. Séparons nettement les deux magistratures, l'une criminelle, l'autre civile ; spécialisons et localisons chacune d'elles dans sa tâche propre (1). »

Devons-nous donc, à notre tour, instaurer dans nos tribunaux la spécialisation *complète* préconisée par Ferri et Tarde ? Nous ne le pensons pas, et nous nous réservons de réfuter les arguments italiens au cours des discussions qui vont suivre.

(1) TARDE. — *La Philosophie pénale*, op. cit., page 453.

PARAGRAPHE II

COMMENT LA SPECIALISATION PEUT-ELLE ETRE REALISEE DANS LE RECRUTEMENT ET LE FONCTIONNEMENT DU JUGE PENAL?

De prime abord, cette spécialisation nous paraît difficile, voire incompatible avec les principes généraux de notre organisation judiciaire, qui prévoit, de la façon la plus absolue, l'unité des juridictions civiles et pénales.

Un fait est certain, cependant: c'est que le magistrat, qu'il juge au civil ou qu'il juge au pénal, doit réunir les mêmes conditions et les mêmes capacités. Doué de facultés d'observation et de psychologie, il lui faut résoudre aussi bien une question civile qu'un problème criminel. Dans l'un comme dans l'autre cas, des qualités identiques de tact et de perspicacité lui sont indispensables. Pénétré de cette idée qu'il doit constamment développer le champ de ses connaissances, il doit faire, en toute occasion, preuve d'une même pondération et d'un même bon sens.

MARCHAND. — *Le Recrutement de la Magistrature*, Paris 1910.

RONTIN. — *L'Election des Juges*, Paris 1908.

B. FIGÉ. — *Le Juge unique et le Statut de la Magistrature en France*, Paris 1925.

« Le vers du poète latin : « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger », devrait être la devise de la magistrature. Les juges sont appelés par leurs fonctions à se pencher sur l'humanité tout entière. C'est l'histoire la plus complète de ses misères que déroulent à leurs yeux les procès qui défilent devant eux. Aucun domaine des activités humaines ne leur échappe : les pratiques de commerce, l'usage de la médecine, les procédés de fabrication, l'art, la mécanique, sont autant de générateurs de procès. Le tempérament des hommes, leurs façons de penser et de sentir, leurs habitudes de vie, sont également des causes de conflits : voilà la psychologie et la sociologie aux prises avec la justice. Il faut que les juges aient des notions générales de toutes ces choses pour résoudre les litiges avec quelque clairvoyance. Une intelligence ouverte, des connaissances variées, un robuste bon sens réunis à une grande fermeté de caractère, voilà quel devrait être le type normal du juge (1). »

Toutefois, il n'est pas douteux que si tous les magistrats doivent avoir à la base un même acquit juridique, une identique culture générale, il n'en reste pas moins vrai qu'il sera toujours loisible à un juge de faire usage des connaissances spéciales et techniques qu'il aura pu acquérir.

(1) Bernard Pica. — *Le Juge unique et le Statut de la Magistrature en France.*

Mais le problème de la spécialisation soulève un grand nombre de difficultés, surtout lorsqu'il s'agit de mettre en réalisation des projets de réforme d'apparence simple. Car il convient de ne pas heurter les grands principes de notre législation.

Deux grosses difficultés se présentent, en effet : elles ont trait à la formation professionnelle et au fonctionnement du juge pénal spécialisé.

La spécialisation peut se concevoir de deux manières :

- 1° Appliquée dans un régime de juge unique ;
- 2° Appliquée dans un régime de collégialité.

Dans le premier cas, c'est-à-dire avec le régime du juge unique, nous ne voyons pas, et c'est là une grave objection, comment pourrait s'accomplir la formation professionnelle de ce magistrat, isolé dans son arrondissement, loin du contact et de l'expérience des anciens. Le président, en effet, n'est-il pas pour ses assesseurs le guide le plus éclairé ? N'est-il pas là pour les contrôler efficacement ?

On se représente mal le jeune débutant, arrivant à son poste, livré à lui seul, privé de l'autorité de magistrats plus avertis. Cédant à l'impulsion de son tempérament, il risquerait de rendre des jugements mal équilibrés, qui seraient de nature à encombrer les juridictions d'appel, destinées à en connaître.

Au contraire, sous le regard du président, qui peut redresser ses errements, il doit acquérir une réelle expérience professionnelle. Ce contrôle incessant, que

certaines tendent à sous-estimer, existe bien dans la pratique. On peut, évidemment, en envisageant tel cas particulier, trouver le travail de tel assesseur insuffisant, et l'autorité de tel président illusoire. Mais, en réalité, si au sein du tribunal, la répartition des attributions, qui est d'ailleurs une règle de pure organisation intérieure, est bien faite, le jeune magistrat doit travailler avec fruit, sous la direction avisée de collègues plus anciens.

Le juge pénal, lui, inexpérimenté, ne ferait, dans son isolement, qu'accroître la variété et la diversité de la jurisprudence. En cela, il manquerait incontestablement le but de la justice, qui est de distribuer des décisions objectives et homogènes. D'ailleurs, cet inconvénient est flagrant et, en Angleterre par exemple, pour éviter les erreurs que pourrait commettre un magistrat unique, insuffisamment formé, on a dû recruter la plupart des juges parmi des praticiens du barreau, d'un âge déjà avancé.

Cette instauration du juge pénal spécialisé, qui n'est pas souhaitable en France, si on l'étudie sous l'angle valeur et rendement du personnel judiciaire, ne l'est pas davantage si on l'examine au point de vue de son impartialité.

En effet, le rendement du juge unique est fonction de la valeur de ce magistrat. Ce dernier, chef de service en quelque sorte, ne peut se concevoir que, si, issu d'un recrutement excellent, il est suffisamment expérimenté pour pouvoir se passer de l'assistance

d'assesseurs. Si cette réforme devait être envisagée, il est malaisé d'apercevoir de quelle façon ce magistrat pourrait acquérir, ailleurs que de son propre travail, des connaissances professionnelles. N'est-ce pas là le point faible de cette institution, qui prive le néophyte de la sage autorité d'un aîné, à l'expérience avertie et à la pratique sûre?

D'ailleurs, cette idée de valeur du juge, essentielle pour le bon fonctionnement de ce système, est elle-même très intimement liée à une autre idée, importante aussi : celle de l'impartialité du magistrat. Il y a, en elle, la condition primordiale de la mise en œuvre de tout service judiciaire. Ce que chaque justiciable est en droit d'attendre d'une excellente organisation, c'est, en effet, la garantie de sa liberté individuelle, assurée par des jugements objectifs, fruits de décisions impersonnelles.

N'oublions pas enfin que le juge pénal est un homme (1) comme les autres, qu'il en a toutes les fai-

(1) Voilà l'opinion à cet égard de M. P. CONSTANTINIDIS, procureur de la République à Corinthe, membre du Conseil supérieur des Prisons :

« Si fort que soit, cependant, le juge unique, n'oublions pas que c'est un homme et qu'il ne peut, comme tel, posséder toutes ces qualités, surtout les qualités morales que peut influencer facilement une défaillance quelconque de son organisme, fut-elle momentanée et passagère et quelle qu'en ait été l'origine, alors que la présence d'au moins trois juges contribue à neutraliser leurs imperfections mutuelles. Si grand que soit l'écart de culture et d'autorité entre le président du tribunal et ses juges assesseurs, généralement jeunes, l'inévitable discussion poussera le

blesses, même passagères, et qu'il n'est pas, lui non plus, à l'abri d'une défaillance. Aussi devons-nous admettre que la présence d'assesseurs à ses côtés est une garantie pour parer à une déficience éventuelle de sa part. La bonne volonté et l'expérience de collègues, autour de lui, sont autant d'éléments nécessaires à la neutralisation de ses imperfections.

Et la liberté, l'aurait-il bien, le magistrat isolé, au contact permanent des influences souvent malsaines de la petite ville ? En période trouble, serait-il à l'aise pour rendre des décisions foncièrement impartiales ?

Derrière l'anonymat, au contraire, les magistrats ont beaucoup plus de latitude pour opiner librement. « C'est un bouclier contre les rancunes personnelles, peut-être même contre les vengances, ainsi que l'a, fort justement, fait remarquer M. Gorphe, juge au tribunal civil de Lille. A la vérité, pour juger seul, le juge aurait besoin d'être trois fois plus respecté qu'il ne l'est généralement. »

Somme toute, l'éventualité d'un juge pénal spécialisé (juge unique) nous paraît dangereuse et très difficile à réaliser. Envisagée dans un régime de col-

président lui-même, qui se serait fait une conception erronée, à revenir de son erreur.

« Voilà pourquoi je considère comme invulnérable la thèse en faveur de la collégialité; car la collaboration de trois volontés, de trois caractères, qui mutuellement couvrent leurs faiblesses respectives assure incontestablement des jugements plus équitables. (Deuxième Congrès de Droit international de Droit pénal, Bucarest, 1929.)

légialité, la spécialisation rencontre également des obstacles, mais du moins ne sont-ils pas insurmontables. Nous l'examinerons au double point de vue du recrutement et du fonctionnement du juge pénal spécialisé.

Certes, d'accord en cela avec l'école italienne, nous reconnaissons volontiers que les jeunes gens qui se destinent aux carrières de l'instruction ou même du parquet pourraient, avec fruit, suivre à la Faculté des cours d'études sociales ou d'anthropologie. En outre, ainsi que les futurs médecins fréquentent les travaux pratiques de chirurgie, de même les futurs criminalistes devraient être admis à ce que M. Ellero appelle « une clinique criminelle » (1). « Dès l'école de droit, peut-être, il y aurait lieu d'imposer aux jeunes gens

(1) Une association a été créée à Londres pour le traitement scientifique des délinquants avec le programme suivant: Elle organisera un laboratoire de recherches et une clinique expérimentale pour l'investigation et le traitement des cas soigneusement sélectionnés, auxquels elle compte intéresser les diverses écoles modernes de psychologie criminelle. Des conférences avec discussion y seront données pour l'échange d'idées et d'expériences. Des publications relatant les perspectives scientifiques dans le traitement des délinquants constitueront un corollaire nécessaire à cette recherche et seront envoyées dans un but de propagande. L'Association espère réaliser la liaison entre tous les organismes et les personnes qui s'occupent de l'étude de l'anthropologie criminelle et de la pratique de la psychologie criminelle. L'Association se propose tout d'abord d'entreprendre l'investigation et le traitement des délinquants primaires infantiles et juvéniles signalés à la police. Ceux-ci, après examen psychologique et

qui se sentent la vocation criminologique, la fréquentation réglementaire des malfaiteurs dans la prison, et l'étude psychologique, sinon physique, avant tout biographique et domestique, de quelques-uns d'entre eux, sorte de vivisection morale. Ils feraient obligatoirement partie des sociétés de patronage et peut-être, à raison de leur âge, seraient-ils mieux accueillis des prisonniers que ne le sont, en général, les personnes graves ou investies d'un caractère officiel, parmi lesquelles elles se recrutent (1). »

Ainsi, pourrait-on désirer pour les futurs criminalistes une formation professionnelle orientée dans un sens plus technique.

Dans le même ordre d'idées, on s'est demandé éga-

psychique, seront envoyés, en vue d'un traitement approprié à leur état, soit à

a) une clinique psychothérapeutique (délinquants suspects d'anomalie mentale);

b) un centre de rééducation pour traitement individuel ou en groupes;

c) des instituts psychiatriques avec mesure d'internement (déficients et psychopathes anti-sociaux à pronostic défavorable);

d) les autres seront laissés en liberté et soumis à une tutelle et à un contrôle permanent, à condition qu'ils soient susceptibles d'un traitement scientifique, qui n'expose pas à des dangers pour la communauté (anormaux et déficients mentaux paisibles).

L'Association prévoit enfin la création de laboratoires pour l'examen anthropologique et psychologique des délinquants.

(*Revue de Droit pénal et de Criminologie*,
janvier 1933, page 117).

(1) TARDE. — *La Philosophie pénale*, op. cit., page 454.

lement s'il serait possible d'instaurer une spécialisation après coup, par la pratique des affaires pénales. Certes, il y a là une suggestion intéressante, mais dont la réalisation doit être menée d'une façon très prudente.

Un procédé simple, a-t-on dit, pour instaurer cette spécialisation dans les tribunaux, tout au moins dans ceux comprenant plusieurs chambres, consisterait à supprimer le roulement. Il est évident que la suppression pure et simple de cette pratique ne serait pas sans soulever de vives protestations de la part de grand nombre de magistrats, qui voient, en cette institution, un moyen de vaincre la routine et la nonchalance. Cette mesure, qui remonte très loin dans notre organisation judiciaire puisque, pour la première fois, une ordonnance du 11 octobre 1820 en règle l'application, est complétée par un décret du 29 mai 1910 et une loi du 28 avril 1919. Elle consiste à empêcher que les mêmes juges ne constituent indéfiniment les mêmes chambres et ne laissent prendre une prédominance de fait à l'un quelconque d'entre eux. Si bien que les magistrats passent, à intervalles réguliers, du moins dans les tribunaux importants, du service civil au service pénal et réciproquement.

Y aurait-il intérêt à supprimer ce roulement et à laisser, pendant toute leur carrière, certains juges au pénal et d'autres au civil? Nous ne le pensons pas. Pour notre part, nous ne faisons pas de cloisons étanches entre les deux services, qui forment un tout

et se complètent mutuellement. Cependant, il faut reconnaître, et ce, de l'avis de juristes éminents, qu'après un certain nombre d'années passées tant au civil qu'au pénal, il est un moment où un magistrat, aussi bien par caractère que par aptitude, pourrait se diriger, une fois l'expérience de ces deux services acquise, plus spécialement et, en connaissance de cause, vers l'une de ces branches et s'y stabiliser.

En ce qui nous concerne, nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'un juge, arrivé à un certain degré de formation (qu'il resterait d'ailleurs à préciser), se destine plus particulièrement au pénal, par exemple. Rompu à la pratique, à la fois civile et criminelle, il paraît normal que ses connaissances et son expérience personnelle le portent à se spécialiser dans l'un de ces deux services.

Ainsi comprise, cette formule, qui aurait le mérite de n'apporter aucun trouble sérieux dans notre organisation judiciaire, permettrait au magistrat de fixer son choix sur l'élément qui convient le mieux à son tempérament. Averti des problèmes civils, puisque, pendant un certain nombre d'années, le roulement lui aurait permis de s'en assimiler la substance, rien ne l'empêcherait de se stabiliser au pénal. L'acquisition d'une expérience civile, une connaissance approfondie de la science criminelle ne pourraient ainsi que contribuer à provoquer des jugements sûrs et bien argumentés.

Au courant de toutes les questions qui intéressent

la répression, puisque spécialisé en cette branche, il serait ainsi amené à rendre de grands services, au moment où la lutte contre la criminalité devient si délicate, en raison de la grande diversité des infractions, qui augmentent à mesure que s'étend le champ des connaissances humaines. Depuis le début du siècle, en effet, la matière pénale a changé considérablement de physionomie, par suite des nombreux apports de la science, en tous les domaines. C'est incontestablement, là encore, un des aspects de la rançon du progrès. Tous les délits, certes, qui ont leur origine dans une invention nouvelle (automobile, publicité, crédit, électricité, T. S. F.), ne compliquent-ils pas, chaque jour, davantage, la tâche du juge?

Ainsi, peut-on désirer une *certaine* spécialisation dans le cadre de la collégialité. Mais, bien entendu, cette idée, telle que nous la comprenons, ne doit pas être poussée à l'extrême. Il faut, avant tout, se garder des réformes radicales.

Arme dangereuse entre les mains des partisans du juge unique, elle ne doit intervenir qu'à coup sûr. Il ne s'agit pas, en effet, de spécialiser de jeunes magistrats, inexpérimentés dans la profession. Il faut, au contraire, les laisser aux prises avec les difficultés, tant civiles que pénales. Ce n'est que vers le milieu de sa carrière que, d'après ses capacités, le juge pourrait être aiguillé vers la voie dans laquelle il est susceptible de donner le meilleur rendement. Il ne con-

vient donc pas de supprimer le roulement qui, nous l'avons dit, est indispensable comme instrument de formation.

Le problème, évidemment, ne se pose que pour les tribunaux encombrés. La pratique, en un certain sens, a déjà résolu la difficulté. N'existe-t-il pas, désormais, du moins à Paris, des magistrats spécialisés dans les affaires fiscales et financières ?

Il y a, là, un aspect très intéressant du développement incessant de nos institutions, qui, si elles se laissaient aller à l'inertie et à la stagnation, seraient vite destinées à être étouffées et dépassées par la pression des événements, alors qu'au contraire elles sont assurées, si elles les prévoient, ou mieux si elles s'y adaptent, d'une forme excellente et d'un rendement toujours croissant.

Bref, les yeux constamment fixés sur le dehors, sur la vie, en un mot, il convient, sans pour cela bouleverser des organisations dont le temps a consacré l'efficacité, il convient, prétendons-nous, de pratiquer une politique d'adaptation sûre et raisonnée. Sous le bénéfice de ces restrictions, une spécialisation *partielle et limitée* ne peut qu'apporter de bons résultats à la répression de la criminalité, en particulier, et que contribuer à un meilleur fonctionnement de la justice, en général.

PARAGRAPHE III

LE RÔLE SOCIAL DU MAGISTRAT PENAL

Le rôle du magistrat pénal de demain apparaît maintenant sous un angle nouveau : l'aspect social, et il semble qu'à ce point de vue, l'instauration du juge spécialisé soit davantage souhaitable.

Depuis quelques années, en effet, sous l'influence d'écoles philosophiques, surtout à tendance italienne, qui ont préconisé et mis en lumière la mission sociale que doit remplir le magistrat répressif, d'intéressants projets ont été proposés en ce sens. Les plus connus ont trait aux mesures de sûreté nécessitant la création, d'une part, du juge de surveillance (pour enfants principalement) ; d'autre part, du magistrat chargé du contrôle de l'exécution des peines.

a) Mesures de surveillance

De nos jours, la répression criminelle a pris une orientation nouvelle. Plus particulièrement, la recrudescence des infractions commises par les mineurs a incité le législateur à instituer, à côté des peines « châtiments », des mesures de préservation sociale, dites mesures de sûreté. Dans ces cinquante

dernières années, la criminalité juvénile, entre autre, a fait des progrès effrayants. En 1830, le nombre des infractions commises par les enfants était de 6.979. En 1908, il s'élevait à 33.619. Aujourd'hui, il atteint presque le chiffre de 40.000. Il ne nous appartient pas ici d'en rechercher les causes. Nous citerons seulement cette observation du rapporteur de l'administration de la justice criminelle (1) : « Les progrès de la criminalité de l'enfance et de l'adolescence se sont développés en France, comme d'ailleurs dans tous les pays ayant souffert des hostilités, en raison surtout du relâchement de la surveillance et de l'action des parents, occasionné par l'absence du père de famille, mobilisé, décédé ou disparu ».

Aussi, devant ce grave problème, les législateurs ont cherché à enrayer le mal et la plupart des projets de réformes des Codes pénaux ont été amenés à préconiser des mesures de sûreté. Le principe en est unanimement admis ; il n'y a divergence que sur le point de savoir si ces mesures doivent remplacer les peines, les compléter ou simplement coexister avec elles (2).

(1) Rapport sur l'administration de la Justice criminelle, *Officiel*, 10 avril 1921.

(2) M. METOD-DOLENC envisage la question sous un aspect tout à fait inédit : Une nouveauté encore plus considérable concerne les normes touchant la défense de la société contre les antisociaux « pas encore criminels ». Il faudra, sans doute, dans ces cas, confier l'ordonnance des mesures de sûreté à un corpus qui, par sa constitution, devra représenter la science, non seulement dans

Quoiqu'il en soit, l'application en est souhaitable pour toute une catégorie de délinquants, qu'il s'agit de redresser socialement. Les mineurs sont au premier plan ; mais il y a aussi les fous et demi-fous, les vagabonds, les ivrognes.

Et l'on s'est demandé, si les mesures à prendre envers ces sortes de coupables, mesures non répressives, puisque de protection ou de préservation, ne seraient pas mieux prises par un juge spécialisé.

D'abord, a-t-on dit, ces mesures ne sont pas de véritables condamnations, proportionnées à une faute. Elles sont, au contraire, fonction du danger que ces délinquants (ces malades, dirait l'école italienne) font courir à l'ordre social. Il n'est donc pas question pour le juge, d'appliquer ici un barème, un article de Code déterminé à l'avance. Il faut, au contraire, une étude suivie, une surveillance progressive, de la part du magistrat, qui pourra modifier, supprimer ou prolonger même la disposition adoptée. Or, disent les partisans de ce système, un seul juge spécialisé ne sera-t-il pas plus apte qu'une formation collégiale à recevoir une telle mission ?

Bien que l'argumentation en faveur de cette théorie soit assez séduisante, il n'en est pas moins vrai

le domaine du droit, mais aussi dans celui de la psychologie et psychiâtrie.

Op. cit. METOD-DOLENC, professeur à l'Université de Ljubljana (Yougoslavie), Bucarest 1929, page 381.

qu'il ne faut pas généraliser à l'excès. Car, en somme, ces mesures de sûreté ne sont pas librement acceptées; elles sont imposées comme une peine; ce sont des mesures d'assistance forcée. En effet, la plupart d'entre elles aboutissent à une privation de liberté, que ce soit sous forme d'internement dans des colonies pénitenciaires, ou de remise à des institutions charitables. Si elles n'ont pas pour mission de vouloir punir corporellement le coupable, elles n'en aboutissent pas, néanmoins, à une peine privative de liberté qui, pour être de nature à amender le délinquant, doit être d'une certaine durée.

D'où il est aisé de comprendre que pour les prononcer, il importe d'en rester à la règle de collégialité du tribunal qui, seule, est garante d'une décision juste et équitable. Il est évident, certes, que le juge spécialisé pour enfants aura toujours sa raison d'être, qu'il saura davantage leur inspirer confiance et que, pour ces raisons, il importera de le conserver, en ce qui concerne les mesures de simple redressement moral, qui n'impliquent pas privation de liberté pour de longues années; mais il conviendra de réserver au tribunal collégial les décisions les plus graves. Il sera d'ailleurs toujours loisible à ce dernier de donner compétence à un juge pour statuer sur les incidents qui pourraient se produire au cours de l'exécution de la mesure.

Mais il ne convient pas de s'exagérer l'importance du juge spécialisé en cette matière. Certes, nous l'avons dit, le contact personnel du magistrat avec le

coupable pourra être souvent d'un excellent effet. Il sera susceptible d'inciter l'enfant, par exemple, à la sincérité, le pousser au repentir et aux bonnes résolutions. Moins émotionné devant ce juge qui lui parlera en père, que devant le solennel appareil du tribunal, le mineur livrera sa conscience. Il se produira alors ce « commerce d'âmes », comme l'a si bien qualifié M. Carton de Wiart, qui est indispensable pour que la juridiction enfantine exerce toute son efficacité.

En réalité, notre organisation de la répression de la criminalité juvénile ne doit pas être limitée à ce seul aspect. Ce serait la sous-estimer que de méconnaître qu'à côté d'elle il y a place pour toute une série d'excellentes interventions : comités de patronage ou de redressement, associations de pères de familles, etc. De concert avec elles, le juge délégué pour enfants exerce son action individuelle salubre, qu'il s'agisse d'enquêtes à faire ou de renseignements à centraliser ; néanmoins, ne faut-il pas se leurrer et prétendre qu'à lui seul, ce magistrat soit capable d'assurer la bonne marche de la juridiction juvénile.

En France, tout arrondissement judiciaire possède sa juridiction pour enfants, instituée au sein de chaque tribunal. Si le juge délégué y exerce une influence prépondérante, du moins est-il secondé par des éléments non professionnels, nombreux et variés. En effet, à côté de ce magistrat, il existe toute une organisation qui coordonne les efforts de l'initiative privée,

qui, grâce à l'aide de personnes charitables, supplée à l'incurie des parents et s'efforce de refaire l'éducation de l'enfance pervertie.

Aussi ne faut-il pas méconnaître ces concours et ne considérer seulement, dans la juridiction enfantine, que le juge délégué. Si ce dernier, incontestablement, peut être d'une utilité certaine, il ne convient cependant pas de vouloir enlever au tribunal toute espèce de mission en matière de répression juvénile.

C'est ainsi qu'à l'objection qui lui était formulée, à savoir qu'un juge spécialisé pouvait seul obtenir des résultats en cette branche, M. le Président Matter, président de chambre à la Cour de Cassation, répondait en ces termes (1) : « J'écarte d'un mot l'objection qu'il faut un seul magistrat parce qu'il faut un seul cœur : eh bien ! trois magistrats, ça fait trois cœurs qui se penchent avec la même sollicitude vers l'enfant ».

De même, si nous envisageons, toujours dans le domaine des attributions sociales du magistrat, l'aspect nouveau du contrôle de l'exécution des peines, il nous semble absolument téméraire de vouloir prétendre que cette mission de surveillance ne puisse être dévolue qu'à la juridiction d'un juge spécialisé.

(1) *Op. cit.* 3^e séance du 2^e Congrès de Droit pénal, page 569.

**b) Le rôle du magistrat dans le contrôle
de l'exécution des peines**

De toute évidence, l'exécution de la peine présente un intérêt considérable en criminologie. Elle a pour but, non seulement de préserver la société, mais aussi de redresser les coupables. Aussi se demande-t-on aujourd'hui si le magistrat qui a prononcé la peine, n'aurait pas qualité pour contrôler son exécution.

Dans un rapport qu'il faisait le 26 novembre 1931 à la Société générale des Prisons et de Législation criminelle, M. Barrigue de Montvalon, conseiller à la Cour de Cassation, a montré très justement la nécessité de ne point séparer la phase d'exécution de la peine de celle de la condamnation. Il a mis en valeur cette idée qu'il doit y avoir corrélation très étroite entre la prononciation de la peine et son contrôle. C'est pourquoi ces deux mesures doivent être conduites dans le même esprit, parce que découlant des mêmes principes et tendant au même but.

C'est en se pénétrant du rôle que doit remplir toute peine pour être efficace, qu'il est possible de discri-

Henri FERRI. — *La Sociologie criminelle.*

SALEILLES. — *L'Individualisation de la Peine.*

Armand MASSÉ. — *Les Prisons et les Institutions d'éducation corrective.*

TARDE. — *La Philosophie pénale.*

miner la mission qui incombe au magistrat dans son exécution. Selon M. de Montvalon, le juge à un rôle social à remplir (1). Prêt à s'adapter au mouvement des idées, il doit se pénétrer du caractère humanitaire de la sanction; aussi, tout ce qui présente un aspect moral et un intérêt social doit rentrer dans ses attributions.

Mais, le principe admis, le point le plus délicat est précisément le suivant : quel est l'organisme qui effectuera ce contrôle? D'une façon générale, c'est à l'autorité judiciaire que doit revenir tout ce qui concerne l'exécution morale ou sociale de la peine; au contraire, ce qui touche à l'exécution matérielle ou administrative doit rester partie intégrante du domaine de l'administration pénitentiaire (celle-ci devant s'efforcer d'ailleurs de donner à la peine son véritable caractère de relèvement). Ceci dit, quel sera l'élément judiciaire à qui incombera cette mission? Sera-t-elle dévolue au tribunal ou à un juge unique?

Pour notre part, nous repoussons le système du juge spécialisé, tel que nous le rencontrons dans le nou-

(1) *Op. cit.* Attentif aux remous sociaux, dont le mépris ou l'ignorance risquent de conduire aux pires erreurs, le magistrat les ramènera dans la ligne plus assouplie sans doute, mais inélectable cependant, des règles fondamentales, dans lesquelles le droit ne serait plus et l'anarchie le remplacerait.

Dans aucun de ses actes, le juge ne peut-être détaché de l'état social dans lequel il se meut. (Rapport de M. BARRIGUE DE MONTVALON, *Revue pénitentiaire*, avril-septembre 1932.)

veau Code pénal italien, sous la dénomination de juge de surveillance (1).

S'il s'agit de mineurs, cette institution du juge de surveillance, orientée dans le sens de la circulaire (2) du garde des Sceaux du 20 juin 1931, peut se soutenir, car, nous l'avons vu, il s'agit là de mesures de

(1) *Op. cit.* Rapport de M. BARRIGUE DE MONTVALON, conseiller à la Cour de Cassation. *Revue pénitentiaire*, avril-septembre 1932. page 181:

« L'article 144 définit ainsi ses attributions: l'exécution des peines de détention est surveillée par le juge. Il délibère au sujet de l'admission au travail all'aperto (à l'extérieur) et donne son avis sur l'admission à la libération conditionnelle. D'autres attributions lui sont dévolues par l'article 148, qui lui donne le pouvoir, en cas d'infirmité psychique du condamné, d'ajourner ou de suspendre l'exécution de la peine privative de liberté, pour ordonner l'internement dans un *manicome* ou dans une *casa di cura e di custodia*. Enfin, il a, en ce qui concerne les mesures de sûreté, leur contrôle et leur direction, au point d'en régler la durée par des interventions successives. D'autre part, son action s'exerce, en cours d'exécution de peine, quand il s'agit de modifier la condition ou le traitement du condamné: changement d'établissement spécial, admission des condamnés majeurs de dix-huit ans dans une section spéciale, mesures à prendre à l'égard des condamnés reconnus comme ne pouvant s'adapter à la vie en commun, envoi du condamné dans un établissement de réadaptation sociale, transfèrement du condamné dans une maison de punition ou dans une maison de rigueur, ou dans un asile judiciaire d'aliénés. Il doit, enfin, être consulté sur les propositions de la direction de l'établissement pénitentiaire au sujet de la grâce du condamné. Ajoutons que le juge doit rendre compte au Ministère de la Justice de toutes les constatations qu'il a faites dans ses fonctions de surveillance ou qu'il a recueillies sur la réclamation des détenus. »

(2) La circulaire du garde des Sceaux du 20 juin 1931 invite, en effet, le juge pour enfants à se préoccuper de savoir comment

surveillance, de mesures éducatives ou de redressement moral, qui rentrent dans la mission sociale du magistrat, telle que nous l'avons définie.

Mais on conçoit mal le rôle de ce magistrat en ce qui concerne les majeurs. Il ne faut pas, en effet, se départir de cette idée qu'il s'agit, en l'occurrence, de confier à un juge seul un pouvoir de décision. Or, nous savons que le maximum de compétence, que notre législation entend donner au magistrat isolé, consiste, d'une façon générale, en un droit de regard ou d'avis. Aussi, devons-nous décider que l'exécution de toute peine ayant fait l'objet d'un jugement, c'est-à-dire d'une discussion et d'un débat, ne peut être confiée qu'à une autorité judiciaire collégiale.

D'ailleurs, à un autre point de vue, cette institution du juge de surveillance ne viendrait-elle pas en opposition avec le grand principe de notre organisation judiciaire, à savoir que le ministère public est chargé de l'exécution de la peine? On ne voit pas comment, dans la pratique, ce juge de surveillance pourrait être instauré auprès du ministère public. Coexisterait-il à ses côtés, ou tenterait-il de le supplanter? Il semble qu'il résulterait de cet état de

pourra être assurée la garde provisoire d'un mineur de treize ans, qui ne peut être détenu; comment on pourra recourir à l'application de la liberté surveillée; quelles possibilités de placement pourront exister dans les divers patronages suivant chaque cas particulier.

choses un effacement, une diminution du représentant de la société et qu'il y aurait là une source de conflits ou, tout au moins, de divergences de vue.

Mais, diront les partisans de cette réforme, le ministère public n'est-il pas, en tout état de cause, l'adversaire du condamné? Ne faudrait-il pas souhaiter, à ses côtés, la présence d'un élément impartial?

En réalité, il ne faut pas se faire, du rôle du ministère public, une conception étroite et inexacte. Celui-ci, en effet, dans l'exercice de la répression, est guidé par un mobile très élevé: la défense de l'intérêt social. L'esprit répressif, dirons-nous, n'est pas autre chose que le sens de la protection de la société.

Ainsi compris, le ministère public est particulièrement apte à assurer l'exécution de la peine. D'ailleurs, il pourra trouver, autour de lui, des compétences, des initiatives et des administrations propres à le seconder. Les services pénitentiaires, par exemple, ne doivent pas borner leur tâche à un effort strictement matériel; pour qu'ils puissent collaborer utilement avec le magistrat, il serait désirable qu'ils s'efforcent d'imprimer à la peine le caractère social qu'elle doit revêtir; il serait souhaitable aussi que, par les renseignements qu'ils sont amenés à fournir et les mesures qu'ils doivent envisager à l'égard des condamnés, ils puissent faire preuve d'une certaine initiative. Le magistrat ne serait, ainsi, pas seul dans l'accomplissement de sa tâche.

On peut envisager quelle serait la pratique idéale :

« Au centre, le ministère public, dans l'exercice de ses attributions fonctionnelles et légales ; puis, autour de lui, des organes d'observation, de protection, d'initiative (représentants de l'administration pénitentiaire, sociétés de patronage, etc.) ».

Ces précisions données, il nous semble difficile d'admettre que la création du juge de surveillance, en notre législation, pût être nécessaire ou simplement préférable. Une meilleure adaptation des organismes existants pourrait, il nous semble, satisfaire à la fois la répression, envisagée sous l'angle social, et la protection de la liberté individuelle.

Car, bien qu'il soit possible d'admettre, en certains cas, l'éventualité du juge de surveillance, en restreignant ses attributions (dans l'hypothèse de la juridiction juvénile, par exemple), il n'en reste pas moins établi, conformément aux directives de notre organisation criminelle, que c'est une décision judiciaire, émanant d'une autorité collégiale, qui doit intervenir pour toute mesure d'exécution.

L'examen des questions qui précèdent nous incite donc à repousser, du moins en principe, le système du juge pénal spécialisé. Si, comme nous l'avons vu, nous admettons qu'il est possible au juge pour enfants de trouver place dans notre organisation judiciaire ; si nous admettons également une certaine spécialisation grâce à une réadaptation de la pratique du roulement, du moins dans les tribunaux importants, sans,

pour cela, nous mettre en opposition avec les principes de collégialité, qui, traditionnellement, dominant la question, nous écartons cependant toute tentative d'essai de juge de surveillance en matière criminelle ou correctionnelle.

Ce que nous tenons à éviter, dans les circonstances présentes, c'est un changement brusque, de nature à troubler l'opinion. Nous désirons, avant tout, une transition lente et progressive, propre à mettre en confiance les justiciables, capable de concilier à la fois les nouvelles tendances sociales et la bonne marche de la justice.

APPENDICE

PEUT-ON ENVISAGER LA CREATION D'UNE MAGISTRATURE SPECIALISÉE DANS LA LUTTE CONTRE LES INFRACTIONS QUI COM- PROMETTENT L'ORDRE INTERNATIONAL?

Ce problème répond à une aspiration de tous les peuples vers une justice une et meilleure.. C'est la question de la répression des délits qui intéressent non seulement les individus, mais l'ensemble des

PELLA. — *La Criminalité collective des Etats et le Droit pénal de l'avenir.*

P. BUONOCORE. — Les Crimes de la Foule dans le projet du nouveau Code pénal italien. (*Revue internationale du Droit pénal*, 1925.)

Q. SALDANA. — *La Défense sociale universelle*, Cahors 1924.

Revue de Droit international privé, 1924: La communauté internationale en Droit pénal, et les limites que lui impose le particularisme des Etats.

N. POLITIS. — *La Justice internationale*, Paris, Hachette, 1924.

DONNEDIEU DE VABRES. — *Revue internationale de Droit pénal*. 1924, p. 175 et suiv.

nations. En d'autres termes, on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu d'envisager, pour l'avenir, l'institution d'une *magistrature spécialisée dans la lutte des infractions qui compromettent l'ordre international*. Cette suggestion n'est pas nouvelle; mais elle a connu un certain rebondissement depuis la guerre, où un nombre considérable de crimes commis pendant les hostilités sont restés impunis. Aussi, devant cet état de choses, et devant le mouvement sans cesse grandissant de la criminalité internationale, certains juristes à l'esprit hardi ont émis l'idée d'instituer une juridiction répressive supranationale. Le projet n'est pas nouveau, car, depuis longtemps d'ailleurs, on considère comme une obligation pour chaque citoyen le fait de respecter le droit des gens; les infractions à ce droit étant déferées, à défaut précisément d'une juridiction internationale, soit à un Etat, soit à tous, suivant que les faits délictueux se sont passés sur le territoire du délinquant ou en dehors. Si nous prenons un exemple concret, de tout temps, la piraterie a été considérée comme le crime « type » de ce droit des gens.

Comment pratiquement peut-on envisager la répression de ces sortes de délits?

Certes, la solution qui consiste à faire juger une infraction réputée internationale par un tribunal national, prête à de vigoureuses critiques. Partialité, décisions contradictoires, tels sont les deux griefs

principaux que l'on peut invoquer contre cette juridiction.

Il est certain, et hors de discussion, que, lorsqu'une infraction pénale dépasse de beaucoup le cadre national, il y aurait un intérêt évident à la faire réprimer par un organisme extranational. D'où il est plausible de vouloir instituer une répression internationale concernant les crimes qui intéressent l'ensemble des nations, à mesure que grandit entre les peuples l'idée de justice et de conscience universelle.

Certes, une telle innovation est destinée à soulever de grosses objections. Elle serait néanmoins, si elle prenait corps, une réalisation tangible de cette coopération mondiale que l'on prône beaucoup, mais que certains redoutent dans son application et dont ils écartent l'éventualité. Cette réforme est d'ailleurs, dans un sens plus général, intimement liée au sort que l'avenir réservera à la Société des Nations...

Aussi, pour ne pas brusquer les étapes d'instauration de ce projet, suivant l'avis donné par M. Politis (1) : « il faut savoir borner ses ambitions, si nobles, si justes qu'elles soient, et se contenter de réformes limitées, mais immédiatement réalisables, qui seront comme des jalons sur la longue route que la répression de la criminalité internationale aura à

(1) *Op. cit.* M. POLITIS, professeur à l'Université de Paris, président du Conseil de la Société des Nations. Bruxelles 1926. *Actes du Congrès*, page 409.

parcourir pour devenir un véritable système de justice pénale ». Aussi les réformes à envisager doivent-elles être simples et progressives.

Devant la juridiction criminelle internationale, on peut concevoir deux catégories de justiciables :

1° Des individus, à raison de délits intéressant plusieurs pays (délits politiques, crimes commis à l'occasion d'une guerre ou délits de droit commun, tels que la traite des blanches) ;

2° Des Etats, à raison de délits collectifs, intéressant l'ordre international (agression injustifiée).

Il est certain que, pour les crimes purement politiques, une super-juridiction n'est pas souhaitable. Il s'agit, en l'occurrence, de ne pas blesser des susceptibilités nationales parfois légitimes, et il y a tout lieu de craindre, qu'au lieu d'apaiser un conflit, des mesures, annoncées à grosse publicité, ne fassent qu'échauffer les passions.

De même, s'il s'agit de délits qui compromettent l'ordre commun, comme la rupture de câbles sous-marins, la difficulté de répression internationale reste considérable. Si l'on pense aux frais énormes qui seront nécessités par une telle juridiction, tels que le transfert des inculpés, la constatation sur les lieux, les expertises, les traductions, les déplacements des témoins, etc., le rejet de cette innovation s'impose. Le juge du lieu est infiniment mieux qualifié pour connaître de cette infraction. Le juge international ne

serait encore, ici, qu'une cause de désordres et de déboires.

Néanmoins, si l'on veut enrayer, dans chaque pays d'abord, et dans l'ensemble des nations ensuite, la marche progressive de la criminalité, il faut agir, et pour cela, il convient de coordonner les efforts dispersés. On peut, d'ailleurs, apercevoir un mouvement, en ce sens, dans les conventions internationales qui condamnent, sous le nom de répression de traite des blanches, l'exploitation des femmes. Il est acquis aujourd'hui que, d'une manière générale, une unification de législation serait souhaitable en ce qui concerne, entre autre délits, le vagabondage des mineurs, les affaires bancaires et de contrebande, la falsification de la monnaie, etc...

Reste à savoir, le principe étant admis, comment on pourrait organiser cette justice internationale.

Une solution très simple consisterait à ne créer aucun organisme nouveau, mais à utiliser un organisme existant. Il suffirait, pour ce faire, d'étendre à la branche criminelle la compétence de la Cour de justice internationale qui siège à La Haye. Le concept de l'unité de la justice civile et de la justice pénale recevrait ainsi une nouvelle et concrète application.

Avec la simplification et l'économie qui, résulteraient d'un tel système, on reconnaîtrait qu'ici encore, même dans ce domaine, la spécialisation à outrance du juge répressif est un leurre et une erreur.

En effet, la sanction qu'entraîne un manquement

à l'ordre international, ne présente pas qu'un seul aspect; outre la détermination et la sanction, il faut fixer l'étendue de la réparation du dommage causé. Or, il paraît difficile de confier cette double mission à des magistrats différents.

Aussi bien, semble-t-il, n'y a-t-il pas lieu de créer une juridiction nouvelle, mais plutôt d'adapter une juridiction existante. Dans cet esprit, la suggestion de M. H. Donnedieu de Vabres, professeur de législation criminelle à l'Université de Paris, nous paraît-elle intéressante et d'une réalisation aisée:

« C'est comme Cour régulatrice chargée d'assurer, pour la solution des conflits de compétence judiciaire ou législative, l'unité de la jurisprudence internationale, que la haute juridiction nous apparaît appelée à jouer, en matière criminelle, son rôle le plus immédiatement utile. Lorsqu'il s'agit de régler la compétence des juridictions internes à l'égard des infractions commises à l'étranger, les législations positives offrent de nombreuses lacunes et elles présentent, entre elles, de graves divergences. Ces divergences se manifestent entre les traités d'extradition. Elles se reproduisent lorsqu'on veut déterminer la loi applicable à chaque litige, la solution traditionnelle qui exclut toute prise en considération par les tribunaux d'un pays du droit pénal étranger perdant chaque jour du terrain. Si l'on songe aux conflits négatifs de compétence, à la carence de juridiction qui en résulte, à l'impunité trop souvent offerte aux malfaiteurs internationaux, on souhaitera la prompte réalisation d'une

œuvre d'unification, analogue à celle que les conférences de La Haye ont entreprise, avant la guerre, sur le terrain du droit international privé.

« Après l'établissement d'un droit commun, auquel chaque Etat aura donné, pour sa part, force législative, il est inévitable qu'entre les jurisprudences nationales, des divergences d'interprétation se produisent, qu'il importera de résoudre. Nous songeons en particulier aux conflits de qualification. Ainsi, l'unité de législation aura pour complément l'unité de juridiction.

« On peut donc entrevoir, à lointaine échéance, l'intervention d'une juridiction supérieure qui, après une procédure à déterminer, jouerait vis-à-vis des Cours de Cassation des Etats, le rôle d'une Cour suprême de Cassation, et dont les décisions s'imposeraient aux jurisprudences nationales (1). »

Cette question, dont nous avons esquissé la physiologie, n'est pas une des moindres préoccupations de l'époque actuelle. En effet, cette instauration de la juridiction criminelle internationale, qui est susceptible d'entrer un jour ou l'autre dans la voie des réalisations, ne fera que compléter et renforcer l'idée

(1) Y a-t-il lieu d'instituer une juridiction criminelle internationale? Et, dans la supposition d'une réponse affirmative, comment l'organiser? (Rapport présenté au premier Congrès international de Droit pénal, à Bruxelles (1926), par M. H. DONNEDIEU DE VABRES, page 392 et suiv.).

d'une justice que l'on suppose une, non seulement pour les éléments d'un même agglomérat d'êtres humains, mais aussi pour la collectivité tout entière.

C'est un des aspects, et non des moins intéressants, de ces *vocations à l'universalité* que l'on rencontre aujourd'hui dans tous les domaines du droit.

CONCLUSION

Un fait domine toute la matière de l'organisation de la magistrature pénale. C'est que, pour les pays qui tiennent encore aux auciennes traditions, la collégialité du tribunal est un système qui s'impose. C'est la vieille et solide charpente de toute l'armature judiciaire, sur laquelle repose l'édifice de la répression. Les arguments fallacieux que l'on a pu donner en faveur du juge unique sont impuissants à venir ébranler le lent effort de tout un passé (1).

(1) Aussi, la mesure qui vient d'être annexée, sous forme de loi, au projet de budget des services judiciaires nous paraît être grave de conséquences. Elle consisterait à supprimer un certain nombre de magistrats des Cours d'appel, qui, désormais ne comporteraient que trois conseillers au lieu de cinq. Cette réforme qui, sous le couvert d'une économie aussi vaine qu'illusoire, nuirait gravement au prestige de la magistrature et partant, à la justice elle-même, aurait pour résultat d'aboutir presque certainement à la diminution, à la négation même de la protection de la liberté individuelle. Il est audacieux, en effet, de vouloir s'attaquer, du moins en France, à cette idée, fortement ancrée dans l'esprit des masses populaires, de la nécessité de la réformation d'un juge

En dehors de l'étonnement que causerait, en France, l'introduction de réformes prématurées, il est un principe sur lequel il convient de se montrer intangible. C'est, en même temps, que la sûreté personnelle de l'accusé, la garantie de la liberté individuelle, qui doit être protégée. Cette liberté individuelle, que le législateur a entendu sauvegarder, nous la rencontrons à chaque pas, à chaque acte de la vie juridique. La préoccupation constante du rédacteur des lois, qui a voulu éviter au citoyen l'arbitraire de l'arrestation et de la détention, comment ne se manifesterait-elle pas lors du jugement? Ainsi, la sentence rendue par une assemblée de magistrats qui ne prononcent une peine qu'après avoir délibéré, est-elle seule capable de procurer au justiciable toute garantie.

En réalité, il ne faut pas considérer cette question

ment par une assemblée de magistrats, numériquement plus nombreux que celle de première instance.

Ainsi, si nous examinons les divers échelons de notre organisation judiciaire, nous voyons que la loi a toujours voulu que l'appel fût réservé à une juridiction supérieure, et par le nombre, et par la hiérarchie.

C'est suivant ce principe, que l'appel des décisions du juge de paix est dévolu aux trois juges du tribunal, celui des jugements d'instance, aux cinq conseillers de la Cour, et l'arrêt de cette juridiction aux onze magistrats de la Cour de Cassation.

Il y a, dans ce processus, un système essentiel et primordial de toute notre organisation judiciaire. Le mettre en brèche serait compromettre sérieusement les conditions d'exercice du bon fonctionnement de la justice. Et puis, une fois le premier pas effectué en ce domaine, où s'arrêterait-on dans la voie des réformes insensées?

d'organisation de la magistrature pénale avec **parti-pris**. Il convient de l'aborder l'esprit franc, ouvert à toutes les possibilités ; il faut se garder d'opposer systématiquement deux systèmes et de dresser une argumentation trop rigoriste. Juge collégial et juge spécialisé doivent, en fait, trouver place dans une bonne organisation judiciaire, sans qu'il soit, pour cela, nécessaire de faire table rase du passé.

Aussi, si nous admettons une *certaine spécialisation dans le cadre de la collégialité*, il ne faut pas, néanmoins, pousser trop loin cette idée. Sinon, elle aboutirait à former des juges habitués à ne voir qu'un certain côté des choses et qui seraient dépaysés lorsqu'il faudrait envisager des données générales, alors qu'au contraire, ils doivent avoir des vues sur le domaine juridique tout entier.

Nous reconnaissons d'ailleurs que la mise en œuvre de cette spécialisation serait d'une application difficile et ne pourrait se tenter que dans quelques tribunaux à gros effectif ; car, à l'intérieur d'un tribunal d'arrondissement, où le personnel est restreint, le magistrat doit avoir une compétence générale.

Pour conclure, nous devons admettre le juge spécialisé en matière d'instruction, au premier degré s'entend, et sous réserve de recours devant la Chambre des mises en accusation.

Nous plaçant sous l'angle social des peines, il nous faut préconiser également une certaine spécialisation du juge pour enfants, ou du magistrat chargé de coo-

pérer au relèvement moral des condamnés. Mais il ne convient pas d'en faire des organes isolés, loin de l'expérience des praticiens. Il faut, au contraire, les faire agir de concours avec les éléments non professionnels, qui ont donné de suffisantes preuves de leur utilité.

Partisan absolu du maintien du tribunal collégial, en ce qui concerne les juridictions répressives de jugement, nous admettons, volontiers d'ailleurs, qu'un certain nombre d'infractions légères (contraventions ou délits de peu de gravité) puissent, sans inconvénient, rentrer dans les attributions du tribunal de simple police.

Nous nous résumons :

1° En matière criminelle, la collégialité est de rigueur ;

2° En matière correctionnelle, la collégialité doit être maintenue, en principe. Néanmoins, le juge de paix pourrait connaître des délits légers, dont la discrimination s'obtiendrait, eu égard à la durée de la peine privative de liberté (réforme excellente, qui, tout en accélérant la marche de la justice, puisqu'elle allégerait le rôle des tribunaux d'instance, respecterait les grandes directives de notre législation) ;

3° En matière d'appel, la collégialité s'impose à tous les degrés et sans restriction aucune.

Ainsi, il n'y a pas antagonisme de deux procédés. Il y a, au contraire, une alliance étroite, une collabo-

ration intime de deux facteurs dont l'un émerge et donne le ton : la collégialité et, au sein de laquelle, peut trouver place une certaine spécialisation.

En tout état de cause, nous ne tenons pas à faire les frais de réformes hâtivement édifiées, mal étudiées et au rendement aléatoire. Cette grande voie de l'inconnu, dans laquelle certaines législations étrangères ont cru devoir s'engager, convaincues ainsi de rajeunir leurs cadres, leur a apporté bien des déceptions et des désillusions. N'est-il pas téméraire, en effet, de vouloir implanter brutalement une réalisation incertaine, dans un pays attaché traditionnellement à ses principes ?

L'exemple de l'étranger doit être pour nous un enseignement salutaire. Ne savons-nous pas combien vive a été la réaction dans certains pays, comme l'Italie (1), par exemple, où la pluralité des juges était depuis longtemps garante de bonne justice et où, du jour au lendemain, le juge pénal spécialisé a été instauré, sans ménagement. Avec la même rapidité avec laquelle il avait été créé, il a dû disparaître.

Et d'ailleurs, l'unanimité qui s'est faite partout sur le maintien de la collégialité dans les juridictions criminelles et d'appel, ne prouve-t-elle pas, mieux que beaucoup d'arguments, la supériorité de cette institution ?

(1) L. HOUAFF. — *Un essai malencontreux du système du juge unique en Italie.* — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1915-1916,

Dans le domaine délictuel, la plupart des Etats qui ont adopté le juge pénal spécialisé, sans restriction, sont, à l'heure actuelle, réservés dans leur appréciation. Il faut attendre l'épreuve du temps pour pouvoir se prononcer... En tout cas, nous ne savons pas de réforme totale qui ait pleinement réussi. En réalité, dans presque tous les pays, où des expériences partielles ont été tentées et où nous trouvons un juge isolé, nous ne le découvrons qu'exceptionnellement et dans des cas strictement délimités par la loi.

Ainsi, concluons-nous, en ce qui touche ces innovations, à la plus extrême prudence. Une progression habile et lente ne peut être, en France, que la condition fondamentale de toute tentative de réforme.

Certes, l'orientation que l'on a essayée de suivre en 1926, sans esprit de suite malheureusement, ne peut être que salutaire, car des remaniements conçus dans le sens de ces décrets, lorsqu'ils sont bien mûris et suivis avec continuité, ne peuvent que contribuer à accélérer la bonne marche de la justice répressive et à la mettre en harmonie avec les mesures de sécurité et de surveillance qui s'imposent dans les circonstances actuelles.

Aussi, tout en ne méconnaissant pas le rôle social que le magistrat d'aujourd'hui est appelé à remplir, ne faut-il pas s'abuser de formules et se retrancher derrière des systèmes. La spécialisation de la magistrature pénale est un de ces problèmes délicats qu'il ne convient d'aborder qu'à coup sûr, sinon le résoudre de prime abord, serait engager notre organisation

judiciaire dans une voie dont il est malaisé d'apercevoir l'issue.

C'est pourquoi, avant d'entrer dans l'ère des grands bouleversements, faut-il, d'abord, s'efforcer de rendre meilleures les institutions existantes et d'en corriger les vices. Ces institutions, qui ont résisté à l'épreuve des siècles, sauront, tout en maintenant les fortes idées traditionnelles, s'adapter aux exigences nouvelles de la société future.. « Les magistrats de nos cités modernes doivent être aussi les juges de l'évolution ; ils doivent suivre le mouvement des idées (1). »

Ce faisant, ils ne feront que renforcer une des garanties les plus essentielles de notre législation : la protection de la liberté individuelle. Et, ne l'oublions pas, il ne peut y avoir de véritable liberté que là où il existe une grande force judiciaire.

Le seul désir de réaliser une justice une et équitable doit être le constant souci de l'avenir. D'ailleurs, ce désir ne vit-il pas dans le passé ? « Magistrats d'autrefois et magistrats d'aujourd'hui ont eu et ont toujours un égal souci de bien juger, et si cet idéal dans lequel ils ont foi, ils ne l'atteignent pas toujours, c'est que, dans les prétoires comme partout, il faut, hélas ! laisser sa part à la faiblesse et à l'erreur humaine (2). »

(1) *Op. cit.* M. le Président RICHARD. — Discours à l'audience de rentrée de la Cour d'Appel de Paris.

(2) *Op. cit.* Louis SADOUL. — *Le Magistrat d'autrefois et celui d'aujourd'hui*. Berger-Levrault, Nancy 1930.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- MOMMSEN. — *Manuel des Antiquités romaines.*
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, Paris 1925, 15^e édit.
- ESMEIN. — *Eléments de Droit constitutionnel de Droit français et comparé*, Paris 1921, 7^e édit.
- ESMEIN. — *Histoire du Droit public.*
- ESMEIN. — *Histoire de la Procédure criminelle en France.*
- GIRARD. — *Manuel élémentaire de Droit romain*, Paris, 1924, 7^e édit.
- BRISAUD. — *Manuel d'Histoire du Droit français.*
- GLASSON. — *Histoire du Droit et des Institutions de la France.*
- R. GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale.* Paris, Sirey, 1929.

- GOYET. — Le Ministère public, *Recueil Sirey*, 1926.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire des Parquets*. Paris, Rousseau, 1928.
- VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire*, Paris 1928, 7^e édition.
- Faustin HELIE. — *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*. Paris, Godde, 1928.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- Hubert VALLEROUX. — *Les Corporations d'arts et métiers*.
- C. PICOT. — *La Réforme judiciaire*, Paris 1881.
- BRYCE. — *Les Démocraties modernes*, Paris 1924.
- Hugues BERNE. — *De la Spécialisation des tribunaux*, thèse Lyon, 1902.
- Q. SALDANA. — *La Défense sociale universelle*. Cahors, 1924.
- PELLA. — *La Criminalité collective des Etats et le Droit pénal de l'avenir*.
- N. POLITIS. — *La Justice internationale*. Hachette, Paris, 1924.
- G. LEROY. — *Le Juge unique et la Réforme judiciaire*, thèse Paris, 1907.
- Bernard PIGÉ. — *Le Juge unique et le Statut de la Magistrature en France*, thèse Paris, 1925.

MARCHAND. — *Le Recrutement de la Magistrature*, thèse Paris, 1910.

RONTIN. — *L'Election des Juges*, thèse Paris, 1908.

Henri FERRI. — *La Sociologie criminelle*.

TARDE. — *La Philosophie pénale* 5^e édit. Paris, Masson, 1900.

SALEILLES. — *L'Individualisation de la Peine*.

Armand MASSÉ. — *Les Prisons et les Institutions d'Education corrective*.

TANON. — *Evolution du Droit et Conscience sociale*.

Louis SADOUL. — *Le Magistrat d'autrefois et celui d'aujourd'hui*. Berger-Levrault, Nancy 1930.

PUBLICATIONS PERIODIQUES, REVUES

Revue de Droit international et de Législation comparée.

Bulletin de la Société de Législation comparée.
Sirey 1886. *L'Echevinage* (ESMEIN).

Deuxième Congrès international de Droit pénal. Bucarest 1929. Actes du Congrès publiés par J.-A. ROUX, Paris, Editions Godde, 1930.

Revue pénitentiaire de Droit pénal, avril-septembre 1932 et suivants.

Premier Congrès international de Droit pénal. Bruxel-

les 1926. Actes du Congrès publiés par J.-A. ROUX.
Paris, Editions Godde, 1927.

Revue de Droit pénal et de Criminologie, janvier 1933,
et numéros précédents.

*Recueil de Documents en matière pénale et péniten-
tiaire*. Années 1931 et 1932.

France Judiciaire, 1910. Léonce COMTE. (*De la réforme
judiciaire.*)

Revue politique et parlementaire, 1918. DEMONBYNE.
(*La réforme judiciaire.*)

Vu, le Président de la thèse.

Nancy, le 28 février 1933.

A. HENRY.

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit.

Nancy, le 3 mars 1933.

F. SENN.

Vu et permis d'imprimer.

Nancy, le 4 mars 1933.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université,

Table analytique des matières

	Pages
INTRODUCTION	9
Limites du sujet	9
Historique	12
Athènes	12
Rome	13
Ancienne France ..	15
CHAPITRE PREMIER. Notions sur l'organisation judi- ciaire	23
SECTION I. — Organisation judiciaire française.....	25
SECTION II. — Législations étrangères	36
CHAPITRE DEUXIÈME. — Discussion des différents systèmes proposés	57
PRÉLIMINAIRES. — Juge professionnel ou non profes- sionnel?	59
SECTION I. — Du juge unique et de la collégialité en matière d'organisation de la juridiction répressive..	63
SECTION II. — De la spécialisation de la magistrature pénale	71

	Pages
<i>Paragraphe I. — Le rôle du Magistrat pénal dans l'appréciation de la culpabilité et la détermination de la peine</i>	71
<i>Paragraphe II. — Comment la spécialisation peut-elle être réalisée pratiquement dans le recrutement et le fonctionnement du juge pénal?</i>	78
<i>Paragraphe III. — Le rôle social du magistrat pénal</i>	90
<i>a) Mesures de surveillance</i>	90
<i>b) Le rôle du magistrat dans le contrôle de l'exécution des peines</i>	96
APPENDICE. — Peut-on envisager la création d'une magistrature spécialisée dans la lutte contre les infractions qui compromettent l'ordre international?.....	103
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE	119
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.....	123
